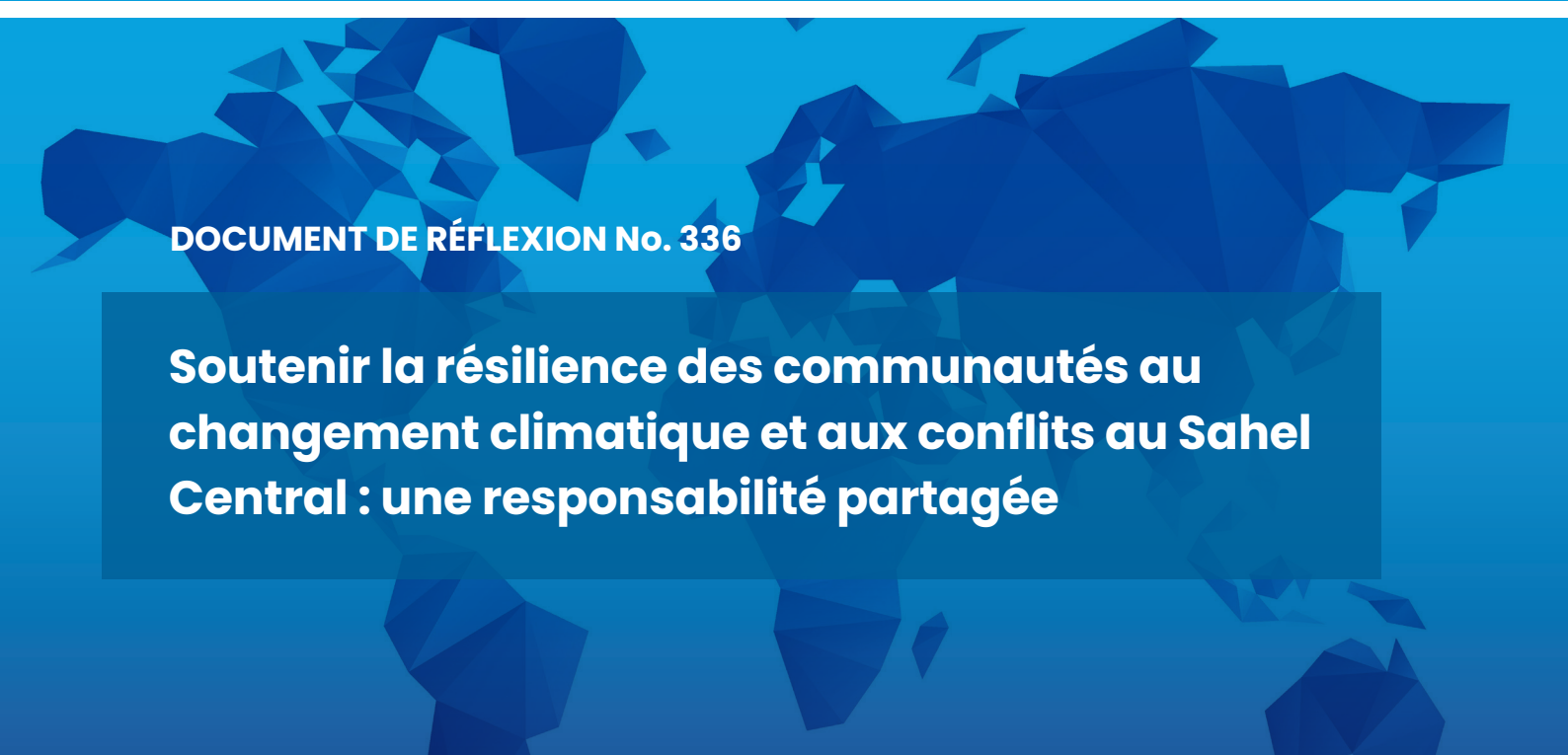


A stylized, low-poly map of the African continent in various shades of blue, serving as a background for the top half of the page.

DOCUMENT DE RÉFLEXION No. 336

Soutenir la résilience des communautés au changement climatique et aux conflits au Sahel Central : une responsabilité partagée

Par Maëlle Salzinger et Sophie Desmidt

Mars 2023

Dans le Sahel Central, les crises climatiques et sécuritaires sont aiguës. Il est essentiel et urgent de renforcer la capacité des communautés et des acteurs locaux à répondre et à s'adapter aux chocs.

Ce document de réflexion montre que le soutien régional à la résilience locale est indispensable et devrait se concentrer davantage sur les zones vulnérables. Les acteurs régionaux, nationaux et internationaux devraient mieux coordonner leurs actions en s'appuyant sur les avantages comparatifs des organisations régionales. Ils devraient également simplifier les mécanismes de coordination et de coopération existants, qui devraient avant-tout être menés et appropriés par la région.

Les réponses à la crise devraient également s'appuyer davantage sur des analyses localisées sensibles au genre et aux conflits et prendre en compte les facteurs psychologiques. Elles devraient être mieux informées par l'expertise sahélienne, et bénéficier de financements accrus (et flexibles), notamment de la part des États du Sahel vers leurs propres organisations régionales.

Enfin, un soutien renforcé à la résilience des communautés ne doit pas détourner l'État de sa responsabilité de protéger les civils et de garantir des conditions de vie de base. Le soutien à la résilience doit être complémentaire, et réaffirmer le rôle principal de l'État, qui doit s'attaquer aux problèmes de gouvernance et protéger les civils par des mesures militaires et non militaires.

Table des matières

Remerciements.....	iii
Acronymes.....	iv
Résumé exécutif	vi
Introduction.....	1
Résultats clés	2
1.Des réponses régionales face au changement climatique et à l'insécurité au Sahel	2
2.La nécessité d'une analyse contextuelle fine et localisée	4
2.1. Genre et jeunesse au Sahel Central.....	4
2.2. Une sensibilité aux conflits qui reconnaît leurs facteurs et acteurs complexes	6
2.3. Une plus grande attention pour les facteurs psychologiques	9
3.La dépendance vis-à-vis des bailleurs et ses effets.....	12
3.1. Le financement des réponses : un défi permanent.....	12
3.2. Effets de la dépendance aux bailleurs sur les réponses régionales	13
3.3. Effets de la dépendance des bailleurs sur les initiatives locales	13
4.Des réponses coordonnées et intégrées.....	14
4.1. Défis de coordination.....	14
4.2. Réponses régionales cloisonnées	15
4.3. Exemples prometteurs d'approches régionales intégrées	16
5.Le juste équilibre entre la résilience humaine et la responsabilité de l'État	17
5.1. Utilisation limitée des mécanismes de résilience locaux	18
5.2. Des stratégies de compensation vers la résilience à long terme	19
5.3. La primauté de la responsabilité étatique pour répondre à la crise	20
6.Réponses et production de connaissances menées par le Sahel.....	22
6.1. Nouveaux types de partenaires et d'initiatives locales	22
6.2. Leadership régional des réponses régionales.....	23
6.3. Production de connaissances menée par le Sahel.....	25
Les pistes d'avenir	26
Références.....	29

Liste des Encadrés

Encadré 1 : Présentation du projet OKP-RESCOM Sahel.....	iii
Encadré 2 : Exemple issu de la recherche à Filingué au Niger (Amadou et al. 2022)	5
Encadré 3 : Exemples de divers acteurs impliqués dans les réponses sécuritaires des communautés au Mali	8
Encadré 4 : L'importance de la prise en compte des facteurs psychologiques	10
Encadré 5 : Réponses communautaires aux défis sécuritaires et perceptions de la responsabilité de l'État au Burkina Faso	21
Encadré 6 : Cliniques et caravanes juridiques : des pratiques prometteuses pour le Sahel	23

Remerciements

Les auteurs tiennent à remercier tous les partenaires impliqués dans le projet OKP-RESCOM Sahel pour leur collaboration et leurs échanges tout au long du projet. Il s'agit notamment des équipes des trois universités partenaires : l'Université Joseph Zi-Kerbo de Ouagadougou au Burkina Faso, l'Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako au Mali, et l'Université Abdou Moumouni de Niamey au Niger.

Nous remercions en particulier le Professeur Amadou Boureima et le Dr Lawali Dambo de l'Université Abdou Moumouni (Niger), le Professeur Tanga Pierre Zoungana de l'Université Joseph Zi-Kerbo (Burkina Faso) et le Professeur Moussa Djiré de l'Université des Sciences Juridiques et Politiques (Mali). Nous tenons également à remercier Joop Clappers du CINOP et Diederik de Boer de MSM. Des remerciements particuliers sont adressés à Stefano Locatelli de MSM pour sa gestion globale du projet de recherche.

Les auteurs souhaitent également remercier toutes les personnes interviewées au cours des deux dernières années pour le temps consacré aux entretiens. Enfin, les auteurs souhaitent remercier tout particulièrement leurs collègues de l'ECDPM pour leurs diverses contributions, notamment Volker Hauck pour ses conseils et orientations, mais aussi Sara Giancesello et Kawsar Laanani pour leur soutien à la recherche. Nous remercions également Joyce Olders et Yaseena Van 't Hoff pour leur soutien dans l'édition et la mise en page, et les infographies (respectivement).

Encadré 1 : Présentation du projet OKP-RESCOM Sahel

Le projet OKP-RESCOM Sahel vise à générer des connaissances sur les interactions entre le changement climatique, les conflits, les questions de sécurité et l'état de droit au Sahel Central (Mali, Niger et Burkina Faso) et d'identifier des mesures en vue de renforcer, à long terme, les capacités et la résilience des communautés locales. L'Axe I du projet est un projet de recherche commun avec les trois universités sahéliennes, portant sur la résilience communautaire, la sécurité et la consolidation de l'État de droit dans le contexte du changement climatique et des conflits au Sahel Central. Le bailleur de fonds de cette étude est l'Organisation néerlandaise pour l'internationalisation de l'éducation (NUFFIC).

Consortium et du projet de recherche

Le consortium du projet OKP-SHL-104897 « Changement climatique, sécurité et état de droit au Sahel : optimiser l'apport des Universités pour renforcer la résilience des communautés » est composé de trois Universités au Sahel Central et de trois institutions néerlandaises :

- Université des sciences juridiques et politiques de Bamako (USJPB), Mali
- Université Abdou Moumouni de Niamey (UAM), Niger
- Université Joseph Ki-Zerbo (UJKZ) de Ouagadougou, Burkina Faso
- Maastricht School of Management (MSM), Pays-Bas
- European Centre for Development Policy Management (ECDPM), Pays-Bas
- CINOP, Pays-Bas

Acronymes

ACLED	Armed Conflict Location and Event Data
AGIR	Initiative Régionale de Résilience
ALG	Autorité du Liptako Gourma
C3 Sahel	Coopération Décentralisée Transfrontalière des Collectivités Territoriales du Sahel
CBLT	Commission du Bassin du Lac Tchad
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CGD	Centre pour la gouvernance démocratique
CILSS	Comité permanent Inter-États de Lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
CNPV	Centre National de Promotion du Volontariat au Mali
CSS	Collège Sahélien de Sécurité
DRC	Danish Refugee Council
ECOWARN	Système d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO
FENU	Fonds d'équipement des Nations unies
FORSAT	Forces spéciales antiterroristes de l'État
FVC	Fonds vert pour le climat
GIEC	Groupe International d'Experts sur le Climat
HD	Centre pour le Dialogue Humanitaire
ISS	Institut d'études de sécurité
LASDEL	Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local
LoCAL	Local Climate Adaptive Living Facility
MISAHEL	Mission de l'Union africaine pour le Mali et le Sahel
MSM	Maastricht School of Management
NUFFIC	Organisation néerlandaise pour l'internationalisation de l'éducation
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non-gouvernementale
ONU	Organisation des Nations Unies
OSC	Organisations de la Société Civile
P3S	Partenariat pour la sécurité et la stabilité au Sahel
PATI	Programme d'Aménagement Territorial Intégré
PDI	Personne déplacée interne
PIC	Plan d'Investissement pour le Renforcement de la Résilience au Changement Climatique
PIDACC	Programme intégré de développement et d'adaptation au changement climatique dans le Bassin du Niger
PRAPS	Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel
RBM	Réseau Billital Maroobé
REWARD	Reacting to early warning and response data
SDS	Stratégie pour le développement et la sécurité
SIPRI	Institut international de recherche sur la paix de Stockholm
SRS	Stratégie de sécurité et de résilience
UA	Union Africaine
UAM	Université Abdou Moumouni de Niamey
UEMOA	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
UJKZ	Université Joseph Ki-Zerbo
UNOWAS	Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

USJPB	Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako
VDP	Volontaires pour la Défense de la Patrie
WASCAL	West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use

Résumé exécutif

Ce document présente les principales conclusions d'une étude sur l'impact du changement climatique et des conflits sur la résilience locale dans le Sahel Central, dans le cadre du projet OKP-RESCOM. Ce projet est le fruit d'une collaboration entre trois universités du Sahel Central (l'Université Joseph Zi-Kerbo de Ouagadougou au Burkina Faso, l'Université des sciences juridiques et politiques de Bamako au Mali, et l'Université Abdou Moumouni de Niamey au Niger) et trois organisations basées aux Pays-Bas (CINOP, Maastricht School of Management (MSM) et ECDPM, le Centre pour les relations Afrique-Europe).

Ce document de réflexion est basé sur deux volets de recherche : une recherche de terrain dans des localités ciblées au Mali, au Burkina Faso et au Niger, et une analyse au niveau régional sur le rôle des organisations régionales et sous-régionales dans le soutien à la résilience des communautés. Grâce à cette recherche, nous sommes parvenus à **six résultats clés sur la façon dont les acteurs locaux, nationaux et régionaux répondent au défi combiné du changement climatique et de l'insécurité dans le Sahel central**. Nous présentons également **sept pistes** pour surmonter les défis actuels et améliorer les réponses à la crise.

Nos six résultats clés :

1. **Des réponses et des partenariats régionaux pour faire face au changement climatique et à l'insécurité émergent et présentent des complémentarités, mais restent sous-exploitées** : Les origines et les effets du changement climatique et des conflits ne s'arrêtent pas aux frontières et nécessitent une coordination et une collaboration soutenues. Les zones frontalières du Sahel Central sont fragiles et insuffisamment prises en compte par les acteurs régionaux. En outre, certaines organisations régionales ont établi des partenariats, mais **de nombreux domaines de complémentarité restent sous-explorés**, par exemple sur les liens entre les mesures militaires, non militaires et socio-économiques contre l'insécurité.
2. **Soutenir la résilience des communautés au Sahel nécessite une analyse du contexte beaucoup plus fine et ancrée localement** : Les différents acteurs de la région reconnaissent de plus en plus les divers rôles des jeunes et des femmes dans les activités d'adaptation au changement climatique, de paix et de résilience, mais des obstacles structurels subsistent et les empêchent de participer efficacement. De plus, les acteurs internationaux ne prennent pas suffisamment en compte la nature politique de l'adaptation au changement climatique, qui est liée à la gouvernance et à la distribution des ressources naturelles, ainsi que les interactions complexes entre les communautés et les différents acteurs du conflit. Ces questions sont reléguées au second plan dans **la lutte contre le terrorisme (international)**. Le vécu des communautés, touchées par une violence continue, les déplacements et la pauvreté, souligne aussi la nécessité d'accorder une plus grande attention aux facteurs psychologiques.
3. **Les ressources actuelles sont insuffisantes, et la dépendance envers les bailleurs empêche de soutenir durablement les processus de résilience** : Trop peu de ressources sont orientées vers la construction d'une résilience durable dans le Sahel Central, au niveau local et régional. Les contributions financières des États du Sahel aux organisations régionales qu'ils ont mises en place sont faibles, voire inexistantes dans certains cas. Cela empêche les organisations régionales d'aller au-delà des interventions temporaires, basées sur l'approche projet, qui dépendent principalement du financement de bailleurs internationaux. **Cette dépendance n'est pas durable et affecte les réponses**, qui sont marquées par le court termisme, une flexibilité de financement limitée et un manque d'ancrage systématique dans les processus locaux.

-
4. **Des réponses plus coordonnées et intégrées sont hautement nécessaires** : À l'heure actuelle, on constate un manque de coordination entre les différents acteurs travaillant sur les questions de climat et de sécurité au Sahel sans agenda commun, notamment les ONG, les gouvernements, les acteurs locaux, les services techniques et les organisations régionales. Des approches cloisonnées de l'adaptation au changement climatique, du développement (humain) et de la sécurité persistent, peu d'organisations régionales mettant en place des approches intégrées qui aident les communautés à faire face à la pression des défis combinés.
 5. **Les réponses actuelles risquent de créer un déséquilibre entre le besoin de résilience des populations et la responsabilité des États** : Les communautés du Sahel ont développé des mécanismes de résilience face aux impacts climatiques et à l'insécurité. Mais ceux-ci ne sont **pas suffisamment compris, soutenus et utilisés par les acteurs régionaux et internationaux**. Dans le même temps, dans un contexte d'insécurité aiguë et persistante, de nombreuses communautés sont contraintes d'adopter des mécanismes de compensation (potentiellement) négatifs. Les communautés demandent, à juste titre, une meilleure gouvernance et une plus grande redevabilité de l'État comme principales solutions à la crise.
 6. **Les réponses et la production de connaissances menées par la région ne reçoivent pas une attention suffisante** : Les intermédiaires et les experts du savoir sahéliens sont sous-représentés dans la recherche et les discussions qui les concernent. Les acteurs internationaux ont une plus grande visibilité, une influence sur les connaissances et la programmation des réponses, et ne soutiennent pas toujours le leadership et la coordination sahéliens dans la pratique. Pourtant, divers acteurs locaux peuvent jouer un rôle accru dans l'analyse des crises et la mise en œuvre des réponses, notamment les universités et les réseaux d'experts locaux.

Sept pistes pour relever ces défis (plus détaillées dans la conclusion) :

1. **Les réponses régionales doivent être basées sur des partenariats qui exploitent les avantages comparatifs des acteurs régionaux, et se concentrent davantage sur les zones frontalières**. Ces réponses devraient délibérément viser à soutenir la résilience des communautés par une combinaison de mesures pour renforcer la paix et la stabilité, relier les communautés périphériques aux centres urbains, restaurer les activités économiques et les services publics, et aider à maintenir les moyens de subsistance en cas de chocs climatiques.
2. **Des réponses plus sensibles aux conflits et au genre, qui prennent en compte les aspects psychologiques du vécu des communautés, peuvent soutenir des réponses plus efficaces et durables à la crise au Sahel**. Cela implique d'investir dans des études localisées qui prennent mieux en compte les facteurs politiques, économiques et psychologiques complexes du conflit, tout en reconnaissant la diversité des acteurs impliqués. Pour améliorer notre compréhension de ce contexte complexe, il est nécessaire de renforcer le leadership sahélien sur l'analyse (du conflit) et de s'éloigner d'une focalisation unique sur la lutte contre le terrorisme.
3. **Les ressources financières pour faire face aux crises climatiques et sécuritaires du Sahel devraient être augmentées, notamment par les pays du Sahel qui se sont engagés à financer leurs organisations régionales**. Les financements des acteurs internationaux et nationaux peuvent soutenir davantage les interventions (y compris au niveau régional) qui soutiennent les efforts de résilience locaux. Ce soutien devra devenir **plus flexible sur les critères, la planification et les procédures** afin que les acteurs régionaux, les OSC locales et les innovateurs locaux puissent développer des réponses graduelles et basées sur leurs besoins et priorités, et assurer un ancrage systématique dans les processus et réalités locales.

-
4. **Les efforts de coordination régionale devraient simplifier les mécanismes de coordination et développer des réponses intégrées aux défis climatiques, sécuritaires et de gouvernance.** Ces dernières sont mieux adaptées à la crise au Sahel car elles peuvent apporter des dividendes multiples dans un contexte de ressources limitées. Il faudrait pour cela adopter des approches localisées et sensibles aux conflits localisées et sensibles aux conflits de la gestion des ressources naturelles et de l'adaptation au changement climatique, et s'appuyer sur les expériences émergentes des programmes régionaux qui encouragent les approches intégrées, tels que PRAPS et FREXUS.
 5. **Les stratégies de résilience communautaire devraient être mieux comprises, soutenues et exploitées par les acteurs nationaux, régionaux et internationaux.** Il s'agit notamment de garantir des approches cohérentes de la mobilité humaine, qui constitue une stratégie de résilience essentielle pour les pasteurs et autres populations vulnérables de la région. Les acteurs nationaux et internationaux devraient également soutenir davantage les initiatives de dialogue communautaire pacifique, qui peuvent permettre aux communautés d'éviter le recours aux stratégies de compensations négatives telles que les compromis avec les groupes terroristes.
 6. **Les principales réponses à la crise doivent être centrées sur la responsabilité de l'État, le soutien à la résilience des communautés étant une mesure complémentaire.** Les capacités de l'État restent essentielles pour résister à des chocs tels que les attaques terroristes et les phénomènes climatiques extrêmes. Les réponses au conflit doivent se concentrer sur l'amélioration de la gouvernance (accès et qualité des services publics, de la justice et des ressources naturelles) et sur la protection des civils, par une combinaison de réponses militaires et non militaires.
 7. **Le leadership sahélien sur les réponses régionales aux crises climatique et sécuritaire au Sahel doit être mieux reconnu.** Cela s'applique aux réponses mises en œuvre, et à la production de connaissances qui les alimente. Divers acteurs sahéliens, dont des facilitateurs, chercheurs et innovateurs locaux, devraient mener les réponses à la crise, car ils sont bien mieux placés pour naviguer dans cet environnement complexe. Différentes formes de programmation et de recherche conjointes existent et peuvent conduire à des résultats prometteurs qui reconnaissent le pouvoir d'action sahélienne

Introduction

Dans le Sahel Central, et en particulier au Mali, au Burkina Faso et au Niger, les effets du changement climatique devraient s'intensifier au cours des prochaines décennies. Les analyses et les données des experts suggèrent que la région connaîtra des phénomènes météorologiques extrêmes plus sévères et fréquents (sécheresses, inondations), mais aussi des effets progressifs plus prononcés, tels qu'une pluviométrie plus variable, des températures plus élevées et une humidification, entre autres (GIEC 2019; GIEC 2021). Ces effets du changement climatique affectent déjà la dégradation des sols, la perte de biodiversité et l'altération de la disponibilité et de la qualité des ressources, notamment de l'eau et des terres arables; et devraient s'aggraver au cours des prochaines décennies.

Les effets du changement climatique affectent directement les moyens de subsistance des populations (en particulier ceux basés sur l'agriculture, le pastoralisme et la foresterie) et la sécurité alimentaire dans le Sahel Central. Ils exercent une pression sur les capacités de résilience des communautés, qui diffèrent selon les individus en fonction de divers facteurs, notamment le genre et l'âge (Desmidt et al. 2021).

Le Sahel Central est également marqué par une myriade de conflits. L'insécurité y est alimentée par des problèmes structurels, notamment la mauvaise gouvernance et les faibles progrès en matière de développement humain. Les activités des forces de sécurité étatiques et de divers types de groupes armés, y compris les groupes terroristes, les acteurs militaires étrangers (par exemple, le groupe Wagner au Mali) et les milices d'autodéfense, ont aggravé la violence et le manque de sécurité humaine dans la région. Dans certaines zones, les groupes armés, y compris les groupes terroristes affiliés à des groupes extrémistes religieux violents (tels que l'État islamique et Al-Qaïda), sont considérés comme des alternatives à l'État pour assurer l'ordre et la justice.

Les réseaux criminels organisés et les bandits armés alimentent également la violence et le vol auxquels sont confrontées les communautés, et permettent aux groupes armés d'accéder aux armes. De plus en plus, les effets du changement climatique interagissent avec les dynamiques de sécurité. Dans certaines régions, la compétition pour les ressources naturelles est instrumentalisée par les groupes armés.

Dans le Sahel Central, les crises climatique et sécuritaire sont aiguës. Renforcer la *résilience* des communautés, entendue ici comme la capacité à répondre et à s'adapter aux chocs, mais aussi à améliorer la capacité à le faire, est primordial. Les acteurs régionaux, nationaux et locaux mettent en œuvre une série d'activités pour soutenir cet objectif, avec plus ou moins de succès. Les effets conjugués de l'insécurité croissante, du changement climatique et de l'exclusion socio-économique (qui touche particulièrement les jeunes, les femmes et les filles, les zones rurales reculées et certains groupes ethniques) érodent la résilience des populations. Cela nuit à l'efficacité des efforts visant à (re)construire ou à renforcer la résilience. Dans certains cas, cette combinaison de pressions peut rendre certains groupes de population (notamment les jeunes) plus vulnérables à la rhétorique extrémiste violente.

Ce document de réflexion présente les principaux résultats de la recherche de OKP-RESCOM¹ sur l'impact du changement climatique et des conflits sur la résilience locale au Sahel Central. Il rassemble deux composantes de recherche : les résultats de la recherche au niveau local au Mali, au Burkina Faso et au Niger, et une analyse au niveau régional.

La première composante a été effectuée au niveau local et national pour mieux comprendre comment le changement climatique et l'insécurité affectent la résilience dans la région; et comment les communautés et les acteurs locaux et nationaux répondent à ces défis. Ces recherches ont été menées par les équipes de recherche de l'Université Joseph Zi-Kerbo de Ouagadougou, au Burkina Faso, de l'Université des sciences juridiques et politiques

¹ Voir Encadré 1.

de Bamako, au Mali, et de l'Université Abdou Moumouni de Niamey, au Niger. Cette composante est résumée dans trois rapports nationaux (Amadou et al. 2022 ; Zoungana et al. 2022 ; Sow et al. 2022) et un rapport de synthèse (USJPB, UAM et UJKZ 2022), qui ont contribué à informer et enrichir ce document de réflexion avec de nouvelles idées et des exemples concrets. Pour mettre en évidence cette recherche très pertinente au niveau local, nous avons inséré des encadrés contenant des exemples détaillés et des observations tirés des trois rapports nationaux et du rapport de synthèse. La deuxième composante de notre recherche s'est concentrée sur les approches développées par les organisations régionales et sous-régionales² pour répondre à ces défis combinés dans le Sahel Central. Dans la section suivante, nous présentons six résultats clés de cette recherche. Dans la section de conclusion, nous discutons de six pistes pour surmonter les défis actuels.

Résultats clés

1. Des réponses régionales face au changement climatique et à l'insécurité au Sahel

Messages clés :

- *Les réponses régionales sont cruciales pour soutenir la résilience au changement climatique et à l'insécurité des populations au Sahel, car les origines et les effets du changement climatique et des conflits ne s'arrêtent pas aux frontières et nécessitent une coordination et une collaboration soutenues.*
- *Certaines organisations régionales mettent en place des partenariats dans ce sens au Sahel, mais de nombreux domaines de complémentarité restent sous-exploités. Les zones frontalières sont fragiles et insuffisamment prises en compte par les acteurs régionaux. Des initiatives prometteuses de coopération transfrontalière offrent des points d'entrée pour développer des réponses régionales.*

Les organisations régionales reconnaissent de plus en plus les liens entre le changement climatique et les conflits, mais peinent à élaborer des réponses holistiques à la crise au Sahel Central. Il est de plus en plus reconnu dans la région que le renforcement de la résilience socio-économique des populations, par exemple par l'adaptation au changement climatique, aide les agriculteurs et les éleveurs à maintenir leur production dans des conditions climatiques difficiles. Là où les groupes armés exercent une forte attraction sur les populations, une résilience renforcée peut les rendre moins vulnérables aux attaques, mais aussi, dans certains cas, au recrutement par des groupes terroristes. Elle peut également permettre aux civils de rester dans leurs communautés plutôt que de migrer vers des zones urbaines où les tensions s'accroissent entre les communautés d'accueil et les nouveaux arrivants. L'adaptation au changement climatique peut être une réponse indirecte à l'insécurité (entre autres), une perspective intégrée dans le concept de "risques de sécurité liés au climat".³

² Les organisations régionales étudiées dans le cadre de cette recherche comprennent l'Union africaine (UA), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), l'Autorité du Liptako Gourma (ALG), l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), la Commission du Bassin du Lac Tchad (CBLT), le G5 Sahel, et le West African Science Service Centre on Climate Change and Adapted Land Use (WASCAL).

³ Les organisations comme l'ONU ou l'Initiative de Sécurité Planétaire utilisent souvent le terme "sécurité climatique". Il existe plusieurs définitions pour ce terme, voir Salzinger et al. (2022) (*interne*) pour une présentation et discussion de ce terme. Pour ce document de réflexion, nous préférons utiliser la formulation 'risques liés au changement climatique' comme elle exprime mieux que le changement climatique est une des plusieurs risques qui exerce une pression sur la sécurité humaine.

La Commission du bassin du lac Tchad a été la plus explicite en reconnaissant la nécessité d'aborder les impacts négatifs du changement climatique sur la sécurité dans la zone du bassin du lac Tchad. Cette reconnaissance a été influencée par la crise de Boko Haram et, à partir des années 2010, le discours sur le rétrécissement du lac Tchad qui aurait alimenté la violence dans la zone en encourageant les agriculteurs et les pêcheurs désœuvrés à rejoindre Boko Haram. Cette tendance a donné une visibilité accrue aux liens (potentiels) entre le changement climatique et la sécurité (Skah et Lyammouri 2020). En revanche, la CEDEAO ne reconnaît pas explicitement les liens entre l'insécurité et le changement climatique dans ses politiques, mais établit des liens entre l'insécurité et les défis environnementaux liés aux ressources naturelles.

Certaines organisations régionales ont mis en place des partenariats dédiés pour relever ces défis. Par exemple, la Communauté économique des États de l'Afrique de (CEDEAO), le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) et l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ont signé un accord tripartite pour faire face au changement climatique et à la dégradation de l'environnement au Sahel Central (Salzinger et al. 2022). Cependant, certains domaines de complémentarité entre les organisations régionales pourraient être davantage exploités. Par exemple, l'Autorité du Liptako-Gourma (ALG) a développé une approche de la sécurité moins militarisée et plus localisée ("*sécurité de proximité*"), tandis que l'approche du G5 Sahel a été informée principalement par une perspective militaire (bien qu'avec des efforts croissants pour trouver une complémentarité avec les approches de développement).

Le changement climatique et l'insécurité ont des effets cumulés sur les régions périphériques et frontalières au Sahel. En raison de leur éloignement relatif des centres de pouvoir et de décision et de conditions socio-économiques généralement plus défavorables, ces zones (souvent rurales et mal connectées) sont plus vulnérables aux effets de l'insécurité et du changement climatique. En outre, les zones frontalières font office de "passerelles" pour le commerce, la migration (circulaire), mais aussi les armes. Les groupes armés et les réseaux de criminalité organisée internationale utilisent ces routes commerciales et ces passages frontaliers. La circulation des armes dans la région n'est pas nouvelle, et des liens étroits ont été établis entre la guerre en cours en Libye et les groupes armés au Sahel (Amadou et al. 2022). Le trafic de drogues et de ressources naturelles s'est également développé le long de ces routes, qui se sont de plus en plus militarisées et sécurisées ces dernières années, mais qui manquent toujours d'une réglementation adéquate et efficace (Salzinger et al. 2022).

Les organisations régionales reconnaissent que la priorité doit être donnée au renforcement de la résilience des zones périphériques et frontalières. Mais en pratique, la majorité de leurs mesures de renforcement de la résilience n'ont pas lieu dans ces zones, à l'exception de quelques exemples prometteurs (voir section 4). Cela est souvent dû au fait que ces zones sont éloignées, à faible densité de population et à l'accès difficile en raison de l'insécurité.

Le défi est donc de répondre aux besoins urgents liés au contexte sécuritaire, tout en soutenant la résilience des populations face à l'insécurité et au changement climatique, deux objectifs qui peuvent se renforcer mutuellement. Cela demande prudence et réflexion sur la meilleure façon d'utiliser les ressources, en soutenant des activités qui peuvent créer des opportunités à court et long terme. Par exemple, le soutien et la mise en relation des réseaux de solidarité et des autorités locales peuvent les aider à mettre en place des réponses directes et plus efficaces à l'insécurité, tout en préparant le terrain pour une collaboration à plus long terme visant à améliorer les moyens de subsistance des communautés. Un bon exemple est le soutien apporté par le G5 Sahel et l'UEMOA aux autorités locales. Ils ont mis l'accent sur les infrastructures et la connectivité (voir le programme PATI) et soutiennent également la coopération transfrontalière entre autorités locales (C3 Sahel).

2. La nécessité d'une analyse contextuelle fine et localisée

Messages clés :

- *Les organisations régionales reconnaissent de plus en plus que les jeunes et les femmes jouent des rôles essentiels et divers dans les conflits et les efforts d'adaptation au changement climatique dans le Sahel Central. Cependant, les réponses n'intègrent pas encore suffisamment certains défis auxquels les jeunes et les femmes sont confrontés, notamment les obstacles structurels qui les empêchent leur participation effective aux activités de consolidation de la paix, d'adaptation au changement climatique et de renforcement de la résilience.*
- *Les efforts visant à renforcer la résilience des communautés restent trop techniques et insuffisamment sensibles aux conflits. Les acteurs internationaux ne tiennent pas suffisamment compte de la nature politique de l'adaptation au changement climatique, ni des interactions complexes entre les communautés et les acteurs du conflit. En se focalisant de façon quasi-exclusive sur la lutte contre le terrorisme (international), ils dévalorisent d'importants facteurs locaux qui alimentent l'insécurité, tels que la mauvaise gouvernance, les inégalités socio-économiques et les conflits liés aux ressources naturelles.*
- *Les facteurs psychologiques méritent également une plus grande attention, y compris dans les réponses de prévention et lutte contre l'extrémisme violent ainsi que de consolidation de la paix, qui pourraient mieux reconnaître l'impact profond du stress et de la violence continue sur les communautés.*

2.1. Genre et jeunesse au Sahel Central

Les réponses à la crise au Sahel prennent de plus en plus en compte le genre et la jeunesse. Différentes études montrent que si les femmes et les jeunes sont fortement impactés par le changement climatique et l'insécurité au Sahel Central, ils possèdent également une capacité d'adaptation et des connaissances considérables (Salzinger et al. 2022). Selon l'OCDE, les femmes contribuent à "40% de la production agricole, 80% de la transformation agricole et 70% du travail de distribution agricole au niveau régional" (McOmber 2020). Par exemple, dans certaines régions du Sahel, les femmes et les jeunes mènent des activités de restauration des terres ou de protection de l'environnement pendant la saison sèche, lorsque la plupart des hommes sont absents et que les femmes et les jeunes restants constituent l'essentiel de la main-d'œuvre (voir également l'encadré 2) (Amadou et al. 2022). Comme les activités agricoles et de gestion des terres dépendent fortement des ressources naturelles, les femmes sont particulièrement vulnérables aux effets du changement climatique.

Encadré 2 : Exemple issu de la recherche à Filingué au Niger (Amadou et al. 2022)

Les enquêtes et entretiens de la recherche de terrain à Filingué au Niger mettent en évidence les rôles essentiels que jouent les femmes dans les stratégies de résilience et d'adaptation au changement climatique. Les activités de restauration des terres telles que les demi-lunes, les banquettes, le zaï⁴ ou les activités de protection de l'environnement comme l'ouverture de bandes par le feu sont généralement réalisées pendant la saison sèche lorsque la plupart des hommes sont absents, en mobilité saisonnière (Amadou et al. 2022). Par conséquent, les femmes et les (rares) jeunes qui restent au village constituent la main-d'œuvre principale pendant cette période. Les groupes de femmes sont également impliqués dans certains types d'initiatives, telles que l'embouche, la gestion des cultures de contre-saison, la transformation agro-alimentaire et les activités de mise en valeur des terres.

Lorsqu'il s'agit de gérer les conflits et de construire la paix, les femmes et les filles jouent un rôle important au sein de leur famille et communauté. Les (jeunes) hommes sont plus susceptibles de subir des violences physiques, des attaques et de mourir du conflit, et les femmes de s'occuper seules de leurs enfants et d'être déplacées par le conflit. Les femmes comme les hommes ont donc un intérêt crucial dans les efforts de consolidation de la paix.

Dans certains villages, notamment au Mali, les comités villageois et communaux qui organisent les dialogues communautaires sont principalement dirigés par des femmes, précisément parce que les femmes et les enfants ont tendance à être des groupes particulièrement vulnérables pendant les conflits (Sow et al. 2022). Les femmes se sont également mobilisées pour soutenir les réponses sécuritaires, par exemple en collectant 50 000 FCFA pour aider les Forces spéciales antiterroristes de l'État (FORSAT) à se rétablir après une attaque à Tominian, au Mali (USJPB, UAM et UJKZ 2022). Les jeunes aussi, en tant que premier groupe touché par le chômage généralisé, l'insécurité alimentaire et le sentiment d'exclusion sociale, peuvent faire la différence dans les efforts de prévention et de lutte contre l'extrémisme violent ainsi que de résolution des conflits, car ils partagent les griefs qui poussent les gens à recourir à la violence.

Pourtant, les femmes et les jeunes sont confrontés à des obstacles structurels tels que l'exclusion du processus décisionnel local (et national), des processus de paix et de la gestion des ressources naturelles. Ces obstacles sont aggravés pour les jeunes filles, qui sont confrontées à des inégalités structurelles basées sur le genre (comme un accès restreint à la terre, au crédit et à l'assurance, ainsi qu'une mobilité et une migration plus limitées) en plus de celles liées à l'âge. Ces inégalités affectent également les capacités de résilience des femmes face au changement climatique et à ses impacts sur leurs moyens de subsistance.

En outre, l'exclusion des jeunes des opportunités économiques et de subsistance, de la prise de décision et de la gestion des ressources naturelles amplifie encore leur vulnérabilité aux risques climatiques. En particulier dans les zones rurales, les moyens de subsistance basés sur l'agriculture et l'élevage traditionnels deviennent moins viables pour les nouvelles générations en raison de la dégradation de l'environnement et de la difficulté d'accès aux ressources naturelles, facteurs également exacerbés par le changement climatique et les catastrophes naturelles qui en découlent (Salzinger et al. 2022). Le handicap est un autre facteur de marginalisation et de vulnérabilité qui peut aggraver les inégalités fondées sur le sexe et l'âge (USJPB, UAM et UJKZ 2022).

Au Sahel Central, les organisations régionales reconnaissent de plus en plus que les jeunes et les femmes sont des acteurs importants des conflits, mais l'intégration de ces considérations dans les réponses de sécurité et d'adaptation au changement climatique reste limitée. Peu d'éléments et d'informations sont disponibles sur la

⁴ Technique de culture qui consiste à placer du fumier, de l'eau et des semences dans des poches de terre.

manière dont les organismes régionaux parviennent à intégrer les **rôles divers et complexes** que jouent les **femmes** dans les conflits et la consolidation de la paix. La plupart des programmes ont tendance à considérer les femmes comme des victimes étant intrinsèquement pacifiques et/ou vulnérables, occultant les facteurs structurels tels que l'accès inégal aux ressources (naturelles) ou aux structures décisionnelles (USJPB, UAM et UJKZ 2022). Les connaissances des femmes en matière d'adaptation au changement climatique restent, elles aussi, peu reconnues et sous-exploitées.

Ces questions sont de nature politique, et ne peuvent pas être résolues par des approches purement techniques qui visent simplement à "cocher la case" de l'intégration du genre et de l'âge. Au contraire, des mesures telles que le soutien et la mise en relation des groupes et plateformes de défense des droits des femmes et des jeunes peuvent les aider à lutter pour leurs droits fonciers et des processus de gouvernance inclusifs dans leurs communautés. Cela permettra de s'assurer que les expériences des femmes et des jeunes, ainsi que leur potentiel pour renforcer les approches de la gestion des ressources naturelles et de l'adaptation au climat, sont intégrés dans les mécanismes et structures locaux. Les efforts doivent être renforcés pour s'assurer que ces réponses sont sensibles aux conflits et ancrées dans les demandes des populations touchées par l'insécurité et le changement climatique.

Certains préjugés et stéréotypes basés sur le genre, l'appartenance ethnique et socio-économique, peuvent entraver les réponses à la crise. Par exemple, il y a une tendance à mettre sur un pied d'égalité les expériences des femmes et des jeunes, alors que les jeunes femmes et les jeunes hommes sont confrontés à des défis distincts qui nécessitent des approches différenciées lorsqu'on cherche à soutenir leur résilience. Pour atténuer le risque de biais (c'est-à-dire la tendance à considérer systématiquement les femmes ou les jeunes comme les groupes les plus vulnérables), les solutions peuvent être ancrées dans les expériences et les réalités locales et examiner quels facteurs d'exclusion spécifiques sont plus accrus dans chaque communauté, afin de mieux garantir des approches adaptées au contexte.

Il s'agit notamment de prendre en compte l'appartenance à des groupes ethniques ou socioprofessionnels, aux jeunes migrants et d'autres catégories qui peuvent être confrontés à des défis et risques particuliers tout en étant sous-représentés dans les processus de consolidation de la paix et de résolution des conflits aux niveaux local et national (USJPB, UAM et UJKZ 2022). En outre, analyser comment les multiples facteurs de désavantage et d'exclusion interagissent dans différents contextes permet de développer des solutions plus ciblées et efficaces aux impacts du changement climatique et à l'insécurité dans le Sahel, tout en priorisant les plus vulnérables.

2.2. Une sensibilité aux conflits qui reconnaît leurs facteurs et acteurs complexes

Les approches du changement climatique et des problèmes de sécurité ne sont pas suffisamment sensibles aux conflits. La sensibilité aux conflits est essentielle pour que les activités puissent s'adapter à l'escalade des conflits dans les zones de mise en œuvre, en modifiant leurs modalités ou en se redéployant ailleurs, ce qui nécessite des procédures souples. Au lieu de cela, certaines organisations ont réagi à la propagation de l'insécurité de manière ad hoc, et ont donc accumulé des retards dans la mise en œuvre. C'est le cas, par exemple, de l'Initiative Régionale de Résilience AGIR mise en œuvre par le CILSS.⁵

L'analyse des conflits permet également de s'assurer que les programmes climatiques ne renforcent pas les dynamiques de conflit existantes. Les réponses aux défis climatiques ont parfois été présentées comme des solutions techniques. Pourtant, l'accès aux ressources naturelles et la prise de décision les concernant dépend des structures de gouvernance, qui sont définies par une série de facteurs politiques et économiques ainsi que des processus (historiques) d'exclusion. Par exemple, l'accès en baisse des éleveurs à la terre au Sahel peut être liée à des politiques

⁵ Entretien, Organisation régionale, 8 juin 2021. D'après : Salzinger et al. (2022) (*interne*).

publiques et des lois foncières qui favorisent d'autres types d'exploitation (agriculture, mines, etc.) et à l'exclusion des éleveurs des processus de décision politique (RBM et Pellerin 2022).

Par conséquent, dans des contextes marqués par des tensions communautaires, les activités des groupes armés et une compétition croissante pour les ressources, les réponses au changement climatique - qui permettent un accès accru aux ressources (naturelles) pour une partie de la population - deviennent conflictuelles. Les personnes interviewées dans le cadre de la recherche de terrain ont évoqué les anciennes rivalités et l'accès aux ressources foncières comme des facteurs ayant facilité l'infiltration des groupes armés terroristes et l'avènement de l'insécurité. En divers endroits, ces acteurs ont été capables de manipuler les rivalités entre groupes ethniques et/ou catégories socioprofessionnelles (par exemple, les agriculteurs et les éleveurs) (Zoungana et al. 2022).

La plupart des réponses à l'insécurité dans le Sahel se sont concentrées sur l'arrêt des attaques des groupes armés à court terme. Cela est compréhensible, mais ne permet pas d'aborder les problèmes structurels d'accès aux ressources et les inégalités socio-économiques qui alimentent le conflit. Les réponses à l'insécurité apportées par les acteurs étatiques en particulier, et dans une certaine mesure par les acteurs locaux, sont fortement militarisées et concentrent leurs forces pour faire reculer des groupes terroristes violents (extrémistes et/ou djihadistes) aussi rapidement que possible. Certaines des mesures prises pour répondre à l'insécurité, comme la restriction de la mobilité ou l'instauration de couvre-feux, affectent les moyens de subsistance et entravent la capacité des communautés locales à déployer des mesures d'adaptation et de résilience.

Par exemple, la restriction de la mobilité limite la possibilité de se déplacer vers d'autres zones ou vers la capitale, à la recherche de moyens de subsistance alternatifs (par exemple, à travers une mobilité circulaire ou saisonnière). Cela risque de piéger les communautés dans des situations de vulnérabilité accrue au changement climatique et à l'insécurité. Les réponses militaires ont également tendance à se concentrer davantage sur l'arrestation des chefs des groupes terroristes que sur la protection de la population civile (ISS 2022), qui est abordée par les forces de sécurité et de défense avec des soupçons de duplicité et, dans un certain nombre de cas, avec violence.

En particulier, les bailleurs occidentaux ont eu tendance à se concentrer sur le "terrorisme islamiste" au lieu de suivre une approche axée sur la sécurité humaine au Sahel, malgré la myriade de formes que prennent la violence et le conflit. Les tensions et les violences interethniques et intercommunautaires (par exemple liées aux ressources naturelles) affectent les communautés et sont instrumentalisées par les groupes armés. En outre, les acteurs violents exercent un large éventail d'activités et de fonctions. Les groupes violents motivés par des raisons religieuses commettent des attaques contre les civils et les forces de sécurité, et financent leurs activités par la contrebande, le banditisme et le vol (par exemple, le vol de bétail) en lien avec des réseaux de criminalité organisée locaux et internationaux (ISS 2022). Les réponses sécuritaires pourraient donc se concentrer davantage sur la réduction des flux financiers vers les groupes terroristes à travers le commerce illicite et la criminalité organisée (ISS 2022).

Certains groupes violents assurent également des services sociaux (justice, éducation) et fournissent une forme de protection aux communautés locales. Il faut également noter qu'il existe un large spectre d'engagements avec les groupes terroristes, allant d'un soutien plus actif à un soutien passif des membres de la communauté, qui tentent de survivre dans des conditions de vie difficiles.

Les autres acteurs engagés dans des activités militaires et violentes comprennent les acteurs militaires étrangers (tels que les opérations militaires spéciales de la France⁶ et des États-Unis), les **groupes de mercenaires** (par exemple, le groupe russe Wagner est actif au Mali, et peut-être bientôt au Burkina Faso) (ACLED 2023), ainsi que les **milices et mouvements d'autodéfense** armés (par exemple les koglweogo) (Zoungana et al. 2022) qui s'appuient parfois sur l'utilisation de chasseurs traditionnels tels que les "Dozos". Ces milices sont actives dans les trois pays, tandis que les communautés adoptent aussi d'autres, diverses stratégies de résilience pour faire face à l'insécurité (voir encadré 3 sur le Mali). Le nombre de groupes d'autodéfense est en hausse, financés par des groupes locaux, dont par exemple des associations de femmes qui souhaitent défendre leur communauté contre les groupes terroristes. Certaines femmes contribuent également aux activités terroristes ou aux opérations des groupes violents en fournissant des informations, de la nourriture, des soins de santé, une protection et parfois en encourageant les jeunes à rejoindre ces groupes (Amadou et al. 2022).

La plupart des analyses ne rendent pas pleinement justice à cette complexité du conflit et des acteurs du conflit (Assanvo et al. 2019). La recherche menée au niveau local décrit le jeu des acteurs dans les zones soumises à une insécurité chronique : "Tout se passe comme si l'orchestration des acteurs ne laisse aucune place vide aux locaux et intervenants externes. Chacun joue sa partition de manière volontaire ou non contribuant aux sinuosités de l'insécurité dans la zone." (USJPB, UAM et UJKZ 2022) Pourtant, les milices armées locales sont insuffisamment prises en compte par rapport aux groupes terroristes ou "djihadistes" dans la plupart des analyses du conflit (Sow et al. 2022 ; Amadou et al. 2022 ; Desmidt et al. 2021).

Les liens entre les différents moteurs de conflit et d'instabilité (y compris entre le changement climatique et les défis sécuritaires), mais aussi entre les différents acteurs, doivent être mieux compris et gérés par les décideurs politiques. Cela est particulièrement important dans un contexte de perte de confiance entre l'État, les forces de sécurité et de défense et les communautés locales, où les différentes perceptions des acteurs du conflit compliquent les efforts de consolidation de la paix. Par exemple, dans le Sahel Central, de nombreuses communautés pensent que les groupes terroristes et armés sont principalement des acteurs étrangers venus du Mali. Dans d'autres régions, les forces de sécurité de l'État supposent que les communautés locales sont complices des attaques, ce qui entraîne des représailles et des attaques violentes, y compris, dans de nombreux cas, de graves violations des droits humains (Zoungana et al. 2022 ; Sow et al. 2022).

Encadré 3 : Exemples de divers acteurs impliqués dans les réponses sécuritaires des communautés au Mali

La recherche de terrain dans les différents cercles⁷ autour de Ségou, Mopti et Gao au Mali montrent une diversité d'acteurs impliqués dans les stratégies de résilience au niveau communautaire pour faire face à la crise sécuritaire. Dans différentes villes de Ségou, des comités de suivi pour la consolidation de la paix et la réconciliation ont été mis en place et incluent différents groupes socioprofessionnels, notamment des pêcheurs et des agriculteurs. Les conseillers de village visent à impliquer les acteurs communautaires dans la restauration de la paix en ville ou dans les cercles plus larges, par le biais de réunions régulières soutenues par des ONG (internationales) telles que le Centre pour le Dialogue Humanitaire (HD) et le Centre National de Promotion du Volontariat au Mali (CNPV). Les familles locales soutiennent ces initiatives financièrement.

⁶ Certaines sources indiquent qu'un certain nombre de civils ont été tués par les forces françaises depuis le début de l'engagement militaire de la France au Mali, alors que l'armée française a montré peu de volonté d'enquêter sur ces décès (voir Freudenthal et al. 2021).

⁷ Un cercle est une unité administrative locale au Mali. Le Mali est divisé en huit régions et un chef-lieu de district (Bamako) ; les régions sont subdivisées en 49 cercles. Ces subdivisions portent le nom de leur ville principale.

Autour de Gao, les communautés ont mis en place des mécanismes de gestion des conflits et des cadres de concertation intra et intercommunautaire, et ont formé des médiateurs locaux. Dans une certaine mesure, cela contribue à restaurer la confiance entre les communautés et avec les forces de sécurité. Dans certains cas, les ONG se réimplantent et financent différents projets, notamment pour les femmes et les jeunes ruraux.

Pourtant, dans de nombreuses localités, les forces armées n'ont pas été en mesure d'accroître leur présence. Autour de Mopti, les groupes d'autodéfense restent des acteurs clés sur lesquels les communautés locales comptent. Les affrontements entre différents groupes, y compris les groupes d'autodéfense, restent également fréquents. Plusieurs accords de paix intercommunautaires - par exemple entre les communautés peulh et dogon - ont été signés, facilités par le Centre pour le dialogue humanitaire sous les auspices de l'État, avec le soutien d'ONG et d'associations. Cependant, ces accords et les autres efforts de médiation n'ont pas conduit à une stabilisation et une paix durable dans le centre du Mali, l'État et les forces armées étant toujours largement absents de ces zones.

2.3. Une plus grande attention pour les facteurs psychologiques

Les facteurs psychologiques méritent une plus grande attention pour informer les réponses au changement climatique et à l'insécurité au Sahel. En particulier, les programmes et les interventions sur la prévention et la lutte contre l'extrémisme violent ont tendance à souligner l'importance de l'idéologie religieuse, du manque d'emplois et du chômage et de la perspective de la pauvreté comme moteur clé de la radicalisation et du recrutement dans des groupes violents et/ou extrémistes. Les aspects de baisse de moral et de faible résilience psychologique doivent également être pris en compte, ainsi que la vulnérabilité ou la détresse émotionnelle, liées à la perte d'emploi ou de proches, les attaques violentes, les responsabilités liées au genre, etc. (Amadou et al. 2022). Les recherches menées au Burkina Faso, au Mali et au Niger montrent que les **communautés vivent dans la crainte de la violence des milices, des groupes terroristes ou des forces de sécurité et de défense**, ce qui conduit à une forme de "psychose" (pour plus d'explications, voir l'encadré 4).

La terreur vécue par les communautés où des groupes violents sont actifs est aggravée par - et contribue à - d'autres dynamiques. La **frustration, le ressentiment et le fatalisme** découlent en partie des perceptions d'injustice sociale et de corruption des acteurs étatiques (USJPB, UAM et UJKZ 2022). Dans certaines régions, les réfugiés et les personnes déplacées, ainsi que certains groupes ethniques ou socioprofessionnels (par exemple les éleveurs) sont stigmatisés, ce qui contribue aux tensions entre les communautés locales et les groupes nouvellement arrivés.

La frustration liée au manque de protection de la part de l'État et la perte de confiance entre les communautés et l'État perpétuent ce cercle vicieux et conduisent à une **normalisation de la violence**, avec davantage de jeunes se lançant dans le petit banditisme et certains devenant complices avec les groupes terroristes. Par conséquent, si les réponses à l'insécurité ne s'attaquent pas à ces questions psychologiques et de perception, elles risquent de ne traiter qu'une partie du problème.

Encadré 4 : L'importance de la prise en compte des facteurs psychologiques

Les recherches menées au niveau local dans les trois pays ont souligné l'importance des facteurs psychologiques. À Filingué, au Niger, les personnes interrogées sur le terrain ont évoqué un manque de foi et une perte des valeurs communes dus aux effets combinés des défis sécuritaires, climatiques et de gouvernance, ce qui **mine la cohésion sociale**.

La fréquence et l'imprévisibilité des attaques sont considérées comme ayant atteint un tel seuil qu'elles ont entraîné un état général de peur voire de "psychose" parmi les populations locales. D'après plusieurs entretiens, les communautés de Filingué vivent dans une peur quotidienne, également alimentée par des rumeurs d'attaques imminentes. Ce **sentiment de peur, de frustration et d'impuissance** a également été évoqué lors des entretiens au Mali, créant un lourd fardeau psychologique pour les communautés locales.

Au Burkina Faso, les personnes interrogées ont évoqué le traumatisme d'avoir été forcées de quitter leur village, leur lieu de naissance et leur maison. Cela entraîne des niveaux élevés de **stress et d'incertitude** quant aux perspectives d'avenir dans les destinations d'accueil, mais aussi quant à la famille et aux biens laissés derrière soi. Ces préoccupations sont encore aggravées par les **défis et la stigmatisation rencontrés par les personnes déplacées internes (PDI)**, comme les attaques physiques, les viols, les vols, l'exclusion et la marginalisation.

Sensibilité aux conflits et prise en compte de leurs facteurs et acteurs complexes

ecdpm



La clé de la sensibilité aux conflits est d'assurer que les activités peuvent **s'adapter** à l'escalade des conflits par **des procédures flexibles**.



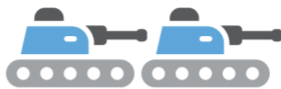
Les facteurs psychologiques méritent plus d'attention. Les sentiments d'abandon, de vulnérabilité émotionnelle ou de détresse (car perte d'emploi ou des proches, violences, responsabilités liées au genre, etc.) impactent les communautés touchées par le conflit.



Les réponses doivent reconnaître que l'accès aux ressources naturelles **dépend des structures de gouvernance**, elles-mêmes définies par des facteurs politiques, économiques, et des processus (historiques) d'exclusion.



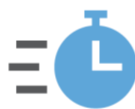
L'analyse des conflits permet d'assurer que les programmes climatiques **ne renforcent pas** les dynamiques de conflit existantes.



Face à l'insécurité, les réponses étatiques et parfois locales sont **fortement militarisées** et axées sur la lutte contre **les groupes terroristes**.



Les bailleurs occidentaux aussi, trop focalisés sur le "terrorisme islamiste", dépriorisent **la sécurité humaine** qui reconnaît les différents moteurs, effets et acteurs des conflits.



La plupart des réponses à l'insécurité au Sahel ciblent l'arrêt des attaques par les groupes armés **à court terme**, omettant les moteurs structurels du conflit comme les inégalités.



Les réponses au conflit doivent tenir **compte des interactions complexes entre acteurs du conflit** au-delà des groupes terroristes (mercenaires, groupes d'autodéfense, réseaux criminels, mais aussi femmes et jeunes), dans un contexte de perte de confiance entre l'État, les forces de sécurité et les communautés.

3. La dépendance vis-à-vis des bailleurs et ses effets

Messages clés :

- *Trop peu de ressources sont consacrées au renforcement durable de la résilience dans le Sahel Central, au niveau local et régional.*
- *Les contributions financières des États de la région aux organisations régionales sont faibles, voire inexistantes dans certains cas. Cela les empêche de développer une approche de long terme qui va au-delà des interventions temporaires, basées sur des projets.*
- *Cette situation a créé une dépendance insoutenable à l'égard du soutien des bailleurs et a conduit à des réponses sous-optimales, marquées par le court termisme, des financements peu flexibles et un manque d'ancrage systématique dans les processus locaux.*

3.1. Le financement des réponses : un défi permanent

Pour faire face au conflit et aux impacts du changement climatique, le manque de financements est un obstacle majeur au Sahel. Au niveau local, les communautés ont besoin de ressources pour maintenir et intensifier les techniques d'adaptation et de résilience au changement climatique, tandis que les forces de sécurité étatiques peinent à couvrir l'ensemble du territoire en raison d'un manque de ressources humaines et financières (qui affecte également leur équipement) (Sow et al. 2022). Outre les ressources limitées, la recherche au niveau local montre que les décideurs locaux ne mettent pas toujours en place des mécanismes appropriés pour gérer les investissements et s'assurer qu'ils sont à la bonne échelle et adaptés aux besoins des communautés les plus touchées. Parfois, il y a de fortes incitations politiques à investir dans d'autres domaines, associées à une faible volonté politique d'aborder certains problèmes sécuritaires et climatiques (Salzinger et al. 2022).

L'insuffisance des investissements pour soutenir les interventions climatiques et sécuritaires sensibles au genre reflète, au moins en partie, la faible priorité accordée aux objectifs d'égalité de genre par les gouvernements et les autorités locales (Salzinger et al. 2022). Les organisations régionales financées par les États d'Afrique de l'Ouest et du Sahel peuvent formuler des ambitions d'intégration du genre dans leurs programmes, mais sans ressources adéquates pour les soutenir, la faisabilité de tels engagements reste en question. C'était le cas du Plan d'Investissement pour le Renforcement de la Résilience au Changement Climatique (PIC) de l'Autorité du Bassin du Niger et de son programme PIDACC, qui avaient des objectifs d'intégration du genre mais un budget limité disponible pour le concrétiser au niveau organisationnel (Fonds vert pour le climat 2019 ; Vaucelle 2015).

Plus généralement, l'ampleur et la qualité des interventions régionales sont affectées par des ressources limitées. Les contributions financières des États aux organisations régionales sont faibles, voire inexistantes pour certaines organisations.⁸ Cela pose des défis connexes, avec des organisations comme la CEDEAO qui sont obligées d'embaucher des consultants sous contrat temporaire lié à un projet, ce qui empêche le développement d'une expertise technique interne comme la collecte de fonds auprès des fonds climatiques mondiaux (jugés très difficiles d'accès par les acteurs sahéliens, tant nationaux que locaux),⁹ ou d'une expertise thématique internalisée et institutionnalisée à travers l'organisation, par exemple sur les liens entre le changement climatique et la sécurité.¹⁰

⁸ Entretien, ONG internationale, 1er juin 2021 ; Entretien, Société civile régionale, 21 juin 2021 ; Entretien, Organisation régionale, juillet 2021. D'après : Salzinger et al. (2022) (*interne*).

⁹ Ceci se réfère notamment au Fond Vert pour le Climat, au Fonds pour l'Environnement Mondial, au Fonds pour le Développement Durable (FDD) et au Fonds pour l'Adaptation (FA). D'après : USJPB, UAM et UJKZ (2022) (*interne*).

¹⁰ Entretien, organisation régionale, 28 mai 2021 ; Entretien, ONG internationale, 1 juin 2021. D'après : Salzinger et al. (2022) (*interne*).

Pour des organisations comme l'Autorité du Liptako Gourma qui cherchent à étendre leur rôle au domaine de la paix et à la sécurité, disposer des ressources nécessaires pour construire une nouvelle expertise est crucial mais largement absent pour le moment (Salzinger et al. 2022).

3.2. Effets de la dépendance aux bailleurs sur les réponses régionales

En raison des ressources limitées, y compris de la part des gouvernements Sahéliens vers leurs organisations régionales, ces dernières disposent de ressources très limitées. Elles doivent s'appuyer sur les financements de bailleurs internationaux, qui sont souvent à court terme et basés sur l'approche projet. Plusieurs États membres du Sahel ne respectent pas systématiquement leurs engagements financiers et leurs contributions prévues aux organisations régionales qu'ils ont créées. Par conséquent, les organisations régionales sont incitées à concevoir des projets qui correspondent aux attentes des bailleurs internationaux, en termes de durée, de structure et de domaines d'intervention.

Ceci est problématique car ces projets peuvent être mieux alignés sur les priorités et les intérêts des bailleurs que sur ceux de la région. Par exemple, les bailleurs peuvent avoir des préférences sélectives quant aux pays dans lesquels ils veulent "investir", ce qui entrave le développement de programmes régionaux qui bénéficient à tous les pays équitablement (Salzinger et al. 2022). Au niveau national également, il y a une forte tendance à privilégier les "solutions d'urgence" à court terme plutôt que les solutions à long terme ciblant les problèmes structurels. Même si les effets des initiatives nationales ou locales sont tangibles et pertinents, les partenaires internationaux ont tendance à soutenir ces mesures à court terme plutôt que les solutions structurelles (Amadou et al. 2022).

Les programmes régionaux sont incités à satisfaire des critères souvent superficiels des bailleurs pour obtenir des financements ou pour mesurer le succès des actions. Les critères peuvent se concentrer sur les intrants et les résultats directs plutôt que sur les résultats de plus long terme et les impacts (par exemple, le nombre d'ateliers sur la réconciliation organisés, plutôt que les changements de comportement de la communauté et la diminution des conflits communautaires). Par conséquent, un certain nombre de programmes régionaux semblent partager les défauts des programmes internationaux, comme le **court-termisme, une flexibilité limitée et un manque d'ancrage systématique dans les processus locaux**. Par conséquent, la durabilité d'initiatives régionales prometteuses comme WASCAL ou le Collège Sahélien de Sécurité du G5 Sahel est très incertaine en raison de leur dépendance aux financements internationaux (Amadou et al. 2022).

3.3. Effets de la dépendance des bailleurs sur les initiatives locales

Bien que les financements internationaux puissent soutenir les réponses locales et nationales à l'insécurité et au changement climatique, les risques qui découlent de la dépendance à ces aides sont bien documentés (Moyo 2010). Au niveau local, les initiatives communautaires et le dynamisme local peuvent être en partie étouffés parce que la population prévoit, et "attend" un soutien extérieur (Amadou et al. 2022). Dans le même temps, le soutien international n'est pas forcément aussi efficace qu'espéré, ce qui alimente les frustrations.

La dépendance vis-à-vis des bailleurs peut également entraver l'innovation au sein des OSC locales. Certains analystes affirment que de nombreuses OSC Sahel sont devenues trop proches du mode de fonctionnement des bailleurs et ne sont plus des vecteurs d'innovation au Sahel (Sardan 2022). En effet, les innovatrices et innovateurs locaux capables d'évaluer les problèmes de manière critique et de réfléchir à des solutions adaptées au contexte doivent fonctionner de manière flexible. Mais les OSC locales manquent souvent d'expérience et de capacités internes pour solliciter des financements internationaux. Leur approche du changement, qui est graduelle et basée sur le principe du *"try and fail"*, est largement incompatible avec les contraintes bureaucratiques de la plupart des

bailleurs. Certaines organisations basées dans la région (par exemple, LASDEL au Niger) tentent d'identifier les innovateurs locaux et de les relier à des réseaux sous-régionaux, ce qui pourrait stimuler la fertilisation réciproque des apprentissages et renforcer la capacité régionale à s'engager de manière critique avec les bailleurs (Sardan 2022).

Reconnaissant qu'il faudra du temps pour que les gouvernements et les organisations internationales adoptent des approches menées par les locaux et basées sur les innovations locales, les organisations sahéliennes plaident également pour des **changements dans les grandes interventions afin de les rendre plus efficaces et alignées sur les besoins locaux**. Il peut s'agir, par exemple, de mesurer davantage les perceptions locales et de repenser la planification, les procédures et les cadres logiques pour y intégrer plus de flexibilité et d'opportunités d'apprentissage continu (Sardan 2022).

Une autre piste prometteuse serait de rendre le financement climatique (international) plus accessible aux collectivités locales, afin de garantir que ces fonds soient affectés à des actions conformes aux priorités locales. Par exemple, le Local Climate Adaptive Living Facility (LoCAL), hébergé par le Fonds d'équipement des Nations unies (FENU) et déjà engagé dans les trois pays du Sahel Central, fournit des subventions flexibles pour l'adaptation au changement climatique, ainsi qu'un soutien technique et un renforcement des capacités pour gérer ces subventions et postuler aux fonds climatiques internationaux tels que le Fonds vert pour le climat (FVC) (ONU 2023).

4. Des réponses coordonnées et intégrées

Messages clés :

- *Il y a un manque de coordination entre les différents acteurs travaillant sur l'adaptation au changement climatique au Sahel, notamment les ONG, les gouvernements, les acteurs locaux, les services techniques et les organisations régionales. De multiples organisations régionales travaillent sur les questions climatiques et sécuritaires sans agenda commun.*
- *Les approches cloisonnées de l'adaptation au changement climatique, du développement humain et de la sécurité persistent, et peu d'organisations régionales mettent en place des approches pleinement intégrées de ces questions.*
- *Il existe néanmoins quelques exemples prometteurs dans la région, comme les projets PRAPS et FREXUS. Ils peuvent constituer une base factuelle pour les organisations régionales et les autres acteurs qui cherchent à développer des réponses intégrées aux défis complexes du changement climatique et de l'insécurité.*

4.1. Défis de coordination

Les efforts pour soutenir l'adaptation au climat ne sont globalement pas assez coordonnés au Sahel. Les communautés appliquent une série de techniques, traditionnelles et nouvelles, pour répondre aux impacts du changement climatique.¹¹ La recherche menée au Burkina Faso montrent que ces pratiques et leur application ont été renforcées dans certains cas grâce au soutien des ONG et des services techniques gouvernementaux (Zoungrana et al. 2022). Cependant, il y a un manque global de coordination entre les ONG, les projets internationaux et les

¹¹ Il s'agit par exemple de l'exploitation accrue des plantes fourragères et de la constitution de stocks fourragers (résidus de récolte, foin, paille) ; des semences traditionnelles à cycle court et des semences améliorées résistantes à la sécheresse ; de l'empoissonnement des cours d'eau et de l'aménagement de périmètres aquacoles (pisciculture, etc.) mais aussi de la généralisation du zai (technique culturale qui consiste à placer du fumier, de l'eau et des semences dans de petites fosses creusées dans le sol).

services techniques gouvernementaux qui soutiennent la résilience climatique. Les acteurs qui répondent aux défis climatiques et sécuritaires au Sahel ont tendance à adopter des approches différentes selon le lieu et le moment, ce qui entraîne une certaine confusion au sein de la population.

Un problème connexe est que certaines ONG concentrent leurs activités sur les zones plus faciles à atteindre, laissant de côté les zones difficiles d'accès où les besoins sont encore plus importants (Amadou et al. 2022). Pour pérenniser les résultats des actions à long terme et assurer que les zones les plus vulnérables reçoivent un soutien, il est nécessaire d'assurer une coordination et de renforcer les cadres de consultation opérationnels pour les différentes parties prenantes. Ces cadres de consultation peuvent aider à mieux cibler les besoins et à planifier les réponses, en particulier dans les zones rurales où les populations cibles sont très vulnérables (Zoungana et al. 2022).

Au niveau régional également, la coordination est un défi. Au Sahel, l'Union africaine (UA) a lancé et promu ses propres initiatives phares - par exemple, la Grande Muraille verte - en réponse aux défis climatiques et leurs liens avec les problèmes de sécurité.¹² Nos recherches suggèrent que ces programmes ne sont pas suffisamment coordonnés avec les acteurs régionaux et ancrés dans les contextes locaux. Une meilleure coordination avec les organisations régionales au Sahel aurait pu renforcer la mise en œuvre des projets de l'UA au niveau local. Le sentiment des interlocuteurs régionaux de diverses organisations régionales est que, si les organisations régionales doivent être à l'origine de la formulation des initiatives régionales, l'UA aurait pu faire davantage pour assurer la coordination avec les OR et promouvoir les initiatives régionales, par exemple dans les forums multilatéraux.

Dans le même temps, les mécanismes de coordination qui pourraient renforcer les efforts de coordination de l'UA au Sahel, tels que la MISAHÉL, n'ont pas été suffisamment financés par les États membres de l'UA. La CEDEAO s'est opposée à un renforcement du rôle de l'UA au Sahel, et d'autres acteurs (par exemple la France) ont montré une préférence pour le soutien d'autres organismes régionaux tels que le G5 Sahel.

La coordination est également un défi pour les organisations régionales du Sahel. Il existe de multiples organisations actives dans le domaine de la sécurité, du changement climatique et du développement au Sahel Central, mais ces organisations ne suivent pas une stratégie commune au Sahel. De plus, les acteurs internationaux montrent une certaine réticence à suivre une dynamique de coordination dans laquelle ils ne joueraient pas un rôle décisionnel majeur. En ce qui concerne les risques de sécurité liés au climat, un nombre croissant d'acteurs (notamment internationaux) s'intéresse à l'élaboration de réponses au Sahel malgré l'absence d'un cadre commun pour guider cette démarche qui devrait être initiée, ou du moins appropriée, par les organisations régionales. Face à ces difficultés de coordination, il y a un risque de duplication d'une part, et un manque d'analyse conjointe, de leçons apprises et de synergies d'autre part.

4.2. Réponses régionales cloisonnées

Au sein des organismes régionaux et de leurs institutions, des approches cloisonnées persistent entre les départements responsables de l'adaptation au changement climatique, du développement humain et de la sécurité, malgré la reconnaissance croissante de l'interdépendance des défis climatiques et sécuritaires. Il en résulte un risque d'incohérence des politiques régionales. Au sein des organismes régionaux, l'expertise définie de façon trop étroite et liée à des postes spécifiques, ainsi que les charges administratives, ralentissent les réformes et contribuent à la persistance de ces approches cloisonnées.

¹² Il s'agit par exemple de l'initiative de la grande muraille verte (GMV) et de la stratégie de stabilisation, de redressement et de résilience pour les zones du bassin du lac Tchad touchées par Boko Haram.

Le défi des silos ou cloisonnements semble être particulièrement accru dans le secteur de la sécurité, qui tend à être plus isolé des autres secteurs en raison d'une moindre transparence et d'intérêts de sécurité nationale plus ancrés (Salzinger et al. 2022). Par exemple, le principal cadre politique du G5 Sahel, la Stratégie pour le développement et la sécurité (SDS, G5 Sahel, 2016), prévoit diverses interventions sur le pastoralisme, la sécurité alimentaire, l'adaptation au changement climatique, la cohésion sociale, etc. toutes développées dans le but de lutter contre l'insécurité (Salzinger et al. 2022).

Pourtant, dans la pratique, il semble y avoir une coordination limitée entre les départements de gouvernance, de sécurité et de résilience du G5 Sahel. Certaines interventions cherchent à inclure un volet climatique, par exemple le Collège Sahélien de Sécurité de Bamako (CSS), qui propose des formations sur les "atteintes à l'environnement". Mais cela reste à petite échelle, tandis que les principales interventions en matière de sécurité, comme la Force conjointe du G5 Sahel, sont des réponses militaires qui ne semblent pas intégrer les risques de sécurité liés au climat.

Sur un plan plus structurel, nos recherches suggèrent que le G5 Sahel reste principalement perçu comme un acteur sécuritaire dont les actions sont axées sur les priorités des chefs d'État et sont donc davantage concernées par la lutte contre l'insécurité à travers la Force conjointe et l'infrastructure, que par la résilience climatique. Les bailleurs internationaux sont également perçus comme donnant la priorité au financement des actions sécuritaires du G5 Sahel (Salzinger 2022).

La CEDEAO, elle aussi, a tendance à aborder les questions climatiques et sécuritaires séparément, même si son travail sur les questions de sécurité liées au climat évolue. Par exemple, la CEDEAO produit des rapports d'alerte précoce (ECOWARN) distincts sur la sécurité et le changement climatique pour les États membres, au lieu de rapport sur leurs effets conjugués.¹³ Ainsi, bien que les silos institutionnels soient persistants et ne puissent être changés du jour au lendemain, leur atténuation peut aider les acteurs régionaux à s'assurer qu'ils formulent des réponses cohérentes et abordent l'insécurité à partir de différents points d'entrée, dont notamment les conflits liés aux ressources naturelles.

Il est important de noter que plusieurs organisations régionales n'ont pas traditionnellement travaillé sur les questions de sécurité (comme le CILSS, l'Autorité du Bassin du Niger, l'UEMOA ou l'ALG) et qu'elles sont encore en train d'acquérir de l'expérience, des capacités et des ressources internes pour faire face aux (potentielles) implications sécuritaires du changement climatique. Dans le cas de l'Union africaine, les efforts ont principalement porté sur la mise en place d'une structure institutionnelle prenant en compte l'interdépendance entre le changement climatique et la sécurité.

4.3. Exemples prometteurs d'approches régionales intégrées

Néanmoins, des efforts sont fournis pour développer des réponses régionales intégrées qui relèvent des défis communs tels que les conflits et les impacts du changement climatique. Ces projets fournissent une base de données sur laquelle les organisations régionales et d'autres acteurs peuvent s'appuyer pour développer de futures réponses intégrées. Ces projets peuvent aussi contribuer à lever certaines incertitudes autour des réponses possibles prenant en compte les liens complexes entre climat et sécurité.

Certaines organisations régionales privilégient les projets de recherche, afin de favoriser une meilleure compréhension des risques de sécurité liés au climat et de leur impact sur la résilience des populations dans la région. Par exemple, la CEDEAO et le Bureau des Nations unies pour l'Afrique de l'Ouest et le Sahel (UNOWAS) se penchent sur les défis et les réponses possibles aux risques de sécurité liés au climat, avec le soutien d'institutions

¹³ Entretien, Organisation régionale, 25 juin 2021. D'après : Salzinger et al. (2022) (*interne*).

de recherche et de groupes de réflexion. Par exemple, depuis 2015, la CEDEAO travaille avec la Commission du bassin du lac Tchad sur le projet REWARD ("Reacting to early warning and response data"), financé par l'USAID. Ce projet développe des analyses de risque, de vulnérabilité et de résilience, intégrant les questions de sécurité liées au climat pour les 15 pays membres et dans le bassin du lac Tchad. ¹⁴

Il existe également des exemples prometteurs d'interventions sur les défis de sécurité liés au climat, tels que PRAPS et FREXUS. Le PRAPS (Projet Régional d'Appui au Pastoralisme au Sahel) vise à améliorer la productivité, la durabilité et la résilience des moyens de subsistance pastoraux par un meilleur accès des pasteurs aux marchés et services clés, et par l'amélioration de leur capacité à répondre aux crises affectant les pasteurs, y compris les crises liées au climat. Ce projet, mis en œuvre par le CILSS et financé par la Banque mondiale, est entré dans sa deuxième phase en 2021.

Le projet FREXUS est mis en œuvre sous la direction de la Commission du bassin du lac Tchad et de l'Autorité du bassin du Niger, avec l'appui technique de la coopération allemande et financé par l'UE. Le FREXUS vise à mettre en place des mesures pour renforcer la sécurité et la résilience en travaillant à l'interface eau-énergie-sécurité alimentaire. En particulier, il soutient une gestion des terres, des ressources naturelles et des écosystèmes plus sensible aux conflits et au climat, en tenant compte des besoins des groupes vulnérables (ABN 2021). En tant que tel, ce projet peut être considéré comme l'un des rares projets régionaux travaillant à l'interface du climat, de la sécurité et de la résilience, en partant d'un type d'écosystème particulier (bassins fluviaux) et en travaillant de manière transversale (énergie, eau, sécurité (alimentaire)).

5. Le juste équilibre entre la résilience humaine et la responsabilité de l'État

Messages clés :

- *Les communautés du Sahel Central ont développé des mécanismes de résilience pour faire face aux impacts climatiques et à l'insécurité, mais ceux-ci ne sont pas suffisamment compris, soutenus et utilisés par les acteurs régionaux et internationaux pour améliorer leurs propres réponses à la crise. Par exemple, la mobilité et le pastoralisme ont tendance à être considérés comme des pratiques suspectes plutôt que résilientes, ce qui peut conduire à des réponses politiques incohérentes.*
- *Dans un contexte d'insécurité persistante, l'espace permettant dont disposent les communautés pour développer des formes de résilience est très limité, et certain(e)s sont contraint(e)s d'adopter des mécanismes de compensation, comme la formation de milices d'autodéfense et les accords de compromis avec des groupes terroristes. Un meilleur soutien aux réponses locales et non militarisées à l'insécurité, telles que le dialogue communautaire ou les comités de village, pourrait permettre aux communautés d'éviter de recourir aux stratégies de compensation négatives.*
- *Si le renforcement de la résilience des communautés face aux risques climatiques et sécuritaires reste bénéfique, on ne peut attendre des communautés qu'elles s'adaptent à des situations invivables. C'est pourquoi les communautés revendiquent une amélioration de la gouvernance et un renforcement de la responsabilité de l'État comme principales solutions à la crise actuelle.*

¹⁴ Ibid.

5.1. Utilisation limitée des mécanismes de résilience locaux

Les communautés du Sahel s'adaptent aux changements liés au changement climatique et à l'insécurité. Elles ont développé diverses formes et mécanismes de résilience. Par exemple, au Mali, plusieurs communautés se sont adaptées à certains effets du changement climatique en formant des coopératives. Cela leur permet de mettre en commun leurs ressources pour acheter des semences améliorées et joindre leurs forces et leurs compétences pour mettre en place de nouvelles méthodes d'agriculture intelligente face au climat. Les coopératives de femmes facilitent leur accès à la terre, aux crédits et aux marchés (Sow et al. 2022).

Au Niger et au Burkina Faso également, les communautés adaptent leurs méthodes d'agriculture et d'élevage à un climat de plus en plus erratique. Cela inclut le recours au maraîchage pour diversifier la production, aux semences améliorées mais aussi l'actualisation et la diffusion des méthodes traditionnelles comme le "zaï"¹⁵ et le "boulis" (Sow et al. 2022 ; Zoungana et al. 2022).

Malgré ces techniques, nombreux sont encouragés à abandonner l'agriculture ou le pastoralisme et à se lancer dans une nouvelle activité à la recherche de revenus plus stables et de meilleures conditions de vie (USJPB, UAM et UJKZ 2022). Ce n'est cependant pas une option pour tous, car les ménages les plus vulnérables risquent de rester piégés dans des conditions difficiles, tandis que le changement climatique affecte lui aussi leurs revenus et donc leur capacité à se déplacer (Puig et al. 2021). En outre, l'insécurité et la mauvaise gouvernance réduisent la capacité des communautés à développer des stratégies de résilience au changement climatique, en déclenchant des déplacements, des restrictions de mobilité et une pression accrue sur les ressources naturelles (Puig et al. 2021).

L'ampleur de la violence et des perturbations causées par le conflit a rendu "l'adaptation" des communautés beaucoup plus difficile, comme expliqué dans la sous-section suivante. Des stratégies ont émergé, avec plus ou moins de succès. Par exemple, les communautés ont mis en place des mécanismes de dialogue au sein et entre les communautés visant à inclure divers groupes (agriculteurs, anciens, femmes, etc.), et ont parfois cherché à négocier avec les groupes terroristes pour mettre fin aux hostilités, comme mentionné précédemment. À Gao au Mali, des mécanismes de résolution des conflits ont été développés (Sow et al. 2022 ; Zoungana et al. 2022 ; Amadou et al. 2022). Certains de ces efforts ont été soutenus par des ONG ainsi que des acteurs étatiques et internationaux, mais à une échelle limitée.

Le fait que certaines formes de résilience ne soient pas toujours bien comprises par les États et les acteurs internationaux constitue également un défi. **La mobilité humaine, notamment, n'est pas suffisamment reconnue comme un moyen utilisé par populations dont notamment les pasteurs pour faire face ou s'adapter à des situations difficiles.** En raison du stress climatique et des perturbations en termes de ressources disponibles, comme l'eau et les terres arables, les pasteurs modifient leurs modes de transhumance - parfois au-delà des frontières - à la recherche de pâturages plus verts et d'eau, tandis que les communautés rurales qui ne peuvent plus assurer leurs moyens de subsistance basés sur l'agriculture et l'élevage (notamment en raison de l'expansion de l'agriculture commerciale) se déplacent vers les villes pour travailler dans d'autres secteurs, comme les services (Zoungana et al. 2022).

Cependant, les gouvernements et les organisations intergouvernementales, y compris l'UE, suivent des politiques parfois incohérentes, limitant simultanément la mobilité et favorisant la résilience humaine. La CEDEAO, par exemple, a adopté des politiques clés pour promouvoir la liberté de mouvement et la mobilité pastorale, comme

¹⁵ Le zaï consiste à creuser des trous dans le sol pendant l'avant-saison pour capter l'eau et concentrer le compost, dans le but de restaurer les terres arides dégradées et augmenter la fertilité des sols. Le bouli est une mare aménagée servant à recueillir et stocker les eaux de ruissellement pour assurer l'apport en eau des activités de maraîchage.

son protocole sur la transhumance (1998), mais son plan d'action sur l'élevage (2011-2020) considère le pastoralisme comme une tendance problématique. Ces incohérences reflètent les tensions politiques au sein de la CEDEAO entre les États du Sahel Central et les États côtiers qui considèrent le pastoralisme comme une opportunité, ou une nuisance, respectivement (Puig et al. 2021 ; Salzinger et al. 2022).

Dans l'ensemble, les efforts pour capitaliser sur les mécanismes de résilience déjà existants dans les communautés restent plutôt limités au sein des programmes régionaux et internationaux mis en œuvre au Sahel Central (Salzinger et al. 2022). Avec un soutien limité de la part des acteurs étatiques et externes, les communautés sont confrontées à de nombreux défis pour développer leurs pratiques de résilience, car elles disposent de peu de ressources techniques, matérielles et financières, et parce que les besoins urgents peuvent l'emporter sur les investissements dans des pratiques de production à plus long terme (Sow et al. 2022).

Néanmoins, il existe des développements prometteurs menés par des acteurs régionaux, qui soutiennent le développement et la coopération au niveau communautaire. Par exemple, comme mentionné ci-dessus dans la section 1, le G5 Sahel, l'UEMOA et le Liptako Gourma travaillent avec les autorités locales pour soutenir le développement socio-économique des zones frontalières. Le G5 Sahel soutient le C3 Sahel (une association de communautés frontalières et de leurs autorités locales) et travaille avec cette initiative de coopération pour mettre en œuvre des projets d'infrastructure et de planification territoriale dans la région des trois frontières (Salzinger et al. 2022). Ceci peut inspirer d'autres programmes à intensifier de tels efforts et renforcer d'autres mécanismes d'adaptation et de résilience adoptés par les communautés.

5.2. Des stratégies de compensation vers la résilience à long terme

Les communautés du Sahel sont fortement touchées par le changement climatique et les crises sécuritaires, mais ces impacts diffèrent en termes d'échelle et de calendrier. Dans l'ensemble, les effets de l'insécurité et des conflits sont plus visibles, immédiats et bouleversants. Les membres des communautés perdent leurs proches, vivent dans la peur et leurs libertés (mobilité, interactions sociales, habillement, etc.) sont restreintes. Cela affecte leur moral et leurs moyens de subsistance, car l'accès aux champs et aux marchés devient plus limité. Lorsque la situation devient insupportable, les populations sont contraintes de fuir et deviennent déplacées. Leur choix d'options et leur espace mental et matériel pour penser à des solutions à moyen et long terme est donc très limité.

Ainsi, les communautés ont mis en place des formes de résilience au changement climatique, en changeant la façon dont elles gèrent les ressources naturelles et produisent des cultures et du bétail, mais ont eu du mal à développer des mécanismes de résilience face à l'insécurité persistante. Les recherches menées à Tougan et Kongoussi au Burkina Faso ont mis en évidence des réponses communautaires relativement efficaces à la crise climatique par rapport à la crise sécuritaire. En effet, en réponse à la crise sécuritaire, les alternatives des personnes étaient souvent limitées au déplacement vers des zones moins dangereuses (voir encadré 5, section 5.3). Les déplacements massifs dans cette région du Burkina Faso sont considérés comme étant principalement un effet de la crise sécuritaire, et non du changement climatique. En réponse au changement climatique, la mobilité est également une stratégie d'adaptation et de résilience, mais à plus petite échelle et dans le cadre d'un ensemble plus large de pratiques d'adaptation.

Certes, certaines communautés ont développé des mécanismes pour faire face aux problèmes de sécurité qui n'incluent pas nécessairement le recours à la violence. Les **mesures de résilience non militaires** incluent le dialogue (inter)communautaire, où les chefs de village et de canton mais aussi les organisations de jeunes et de femmes et les chefs religieux se réunissent pour tenter de résoudre les problèmes locaux (Amadou et al. 2022 ; Zoungrana et al. 2022).

Pourtant, dans de nombreux cas, les gens ont été contraints d'adopter des **méthodes de compensation**, comme restreindre leur propre mobilité pour éviter les attaques, ne pas dénoncer les groupes terroristes aux autorités pour éviter les représailles, fuir leur domicile, et négocier avec les groupes terroristes, ce qui a obtenu des résultats mitigés au niveau local (Sow et al. 2022 ; USJPB, UAM et UJKZ 2022). Tout en offrant une forme de protection aux civils à court terme, ces méthodes permettent également aux groupes terroristes de gagner du terrain et de l'influence.

Au Burkina Faso, par exemple, les accords locaux avec les groupes terroristes ont eu des effets secondaires négatifs (comme le fait de donner aux groupes terroristes plus de liberté pour imposer leurs règles dans les communautés) et n'ont pas conduit à une paix durable (Zoungana et al. 2022). En outre, dans les trois pays, diverses milices d'autodéfense ont finalement contribué à l'escalade de la violence et aux agressions contre les civils. Par exemple, certaines milices ont ciblé les éleveurs et les membres de l'ethnie Peulh sans distinction, partant du principe qu'ils étaient complices des groupes terroristes (Sow et al. 2022 ; Zoungana et al. 2022 ; Amadou et al. 2022).

Les mécanismes de compensation cités ci-dessus ne sont pas en phase avec l'aspect transformateur de la résilience. En théorie, la résilience devrait donner aux communautés la capacité de développer des solutions à long terme aux crises auxquelles elles sont confrontées. Un soutien accru aux réponses non militaires, comme le dialogue communautaire, en complément (et non en remplacement) des mesures militaires, pourrait contribuer à réduire les cas où les communautés se sentent contraintes de coopérer avec des groupes terroristes, faute d'alternatives.

La question se pose toujours de savoir s'il est possible de parvenir à une résilience communautaire dans la situation de conflit très aiguë du Sahel, et si la résilience au changement climatique peut être maintenue alors que les services de base et la sécurité ne sont pas en place. Ce qui apparaît clairement, c'est que promouvoir des réponses d'adaptation et de résilience au changement climatique sans tenir compte des conflits risque d'avoir peu d'impact concret, car les expériences des communautés en matière de changement climatique sont étroitement liées à leurs expériences des conflits et de la mauvaise gouvernance.

5.3. La primauté de la responsabilité étatique pour répondre à la crise

La résilience ne peut être atteinte en toutes circonstances, comme nous venons de le voir, et certaines responsabilités incombent principalement à l'État, et non aux communautés. Par exemple, si les communautés au Sahel ont fait preuve de solidarité envers les personnes déplacées et les ont aidées à accéder à un logement et à des services de base, c'est l'État qui devrait être en première ligne pour fournir ces nécessités (Zoungana et al. 2022). À l'heure actuelle, les gouvernements du Niger, du Mali et du Burkina Faso ne garantissent pas aux civils un accès adéquat à la nourriture, l'eau, l'éducation, la documentation officielle, la justice et la protection contre les violences, en partie parce que leurs ressources sont sous pression et qu'elles sont en grande partie consacrées aux réponses militaires. Cette situation contribue à la perte de confiance dans l'État et alimente donc l'insécurité, une partie de la population se tournant vers d'autres acteurs pour fournir ces services. Pourtant, malgré la perte de confiance, les communautés continuent d'attendre de l'État qu'il réponde à leurs besoins et les protège. C'est par exemple le cas à Tougan et Kongoussi, au Burkina Faso (voir encadré 5).

Les communautés du Sahel sont déjà confrontées au poids des crises climatique et des conflits. Si le fait de souligner leur pouvoir d'action dans le développement de mécanismes d'adaptation et de résilience peut leur apporter un soutien, **cela risque de détourner l'attention et les ressources des réponses ciblant la mauvaise gouvernance**, reconnue comme un facteur sous-jacent central du conflit au Sahel. Les acteurs régionaux et internationaux donnent encore largement la priorité aux réponses techniques aux crises et n'explorent pas suffisamment les possibilités de dialogue avec les communautés et les États sur les questions difficiles de

gouvernance, voire de corruption. Le soutien à la résilience risque d'encourager une plus grande déconnexion avec l'État, avec des communautés comptant entièrement sur elles-mêmes et sur les financements extérieurs, et rejetant un soutien étatique pourtant essentiel pour surmonter les chocs comme les attaques terroristes et les événements climatiques extrêmes.

Encadré 5 : Réponses communautaires aux défis sécuritaires et perceptions de la responsabilité de l'État au Burkina Faso

Réponses communautaires à la crise sécuritaire

Les réponses communautaires à l'insécurité au Burkina Faso comprennent, outre le déplacement : le déplacement vers les centres urbains; l'adaptation à (certaines) règles et réglementations des groupes terroristes ; le dialogue intercommunautaire sur les questions de sécurité locale, facilité par les villages et les chefs de canton ; et/ou le dialogue avec les groupes armés ; les groupes d'autodéfense (groupes koglweogo ou groupes de volontaires comme les *Volontaires pour la Défense de la Patrie* (VDP) ; et l'auto-restriction de la mobilité des personnes, avec un impact négatif sur l'agriculture, les autres moyens de subsistance et, par conséquent, la sécurité alimentaire.

Certaines de ces réponses ont eu des **résultats mitigés** au Burkina Faso. Le dialogue avec les groupes armés a permis une certaine amélioration temporaire de la sécurité, mais **pas de stabilité et de paix durables**, les communautés étant soumises à un nouvel ordre obstructif et à une mobilité et des libertés restreintes. Les déplacements vers les zones urbaines entraînent également de nouveaux défis dans les localités d'accueil et les centres urbains. En outre, l'exode rural, dans l'espoir de trouver une meilleure sécurité et de meilleurs services dans les zones urbaines, exerce une pression importante sur les populations urbaines et aggrave encore les disparités, les frustrations et les tensions entre les zones rurales et urbaines. Enfin, les communautés avec VDP ont également été ciblées plus délibérément par les groupes armés. Le plus souvent, les VDP sont insuffisamment armés et entraînés, et contribuent parfois à la violence contre les civils, ce qui entraîne une détérioration supplémentaire de la sécurité.

Responsabilité de l'État

Les résultats de la recherche menée au Burkina Faso soulignent également la nécessité d'une réponse de l'État, actuellement perçue comme insuffisante. Les interlocuteurs ont indiqué qu'il incombait à l'État d'apporter des solutions, notamment une meilleure collaboration entre les forces armées et les populations, une présence plus importante et plus forte des forces armées dans les zones touchées par le conflit et la création d'unités spécialisées pour lutter contre les groupes terroristes. Les communautés et les interlocuteurs locaux ont rarement fait référence aux opportunités économiques comme premier moyen de sortir de la crise sécuritaire. Enfin, les communautés ont demandé à l'État de mieux assurer la protection des femmes et des enfants face aux enlèvements et dans le contexte des déplacements forcés.

6. Réponses et production de connaissances menées par le Sahel

Messages clés :

- *Les réponses actuelles à la crise au Sahel ne laissent pas suffisamment de place au leadership local et régional. Divers acteurs locaux peuvent jouer un rôle croissant, comme les universités qui peuvent aider à mettre en place des cliniques mobiles pour fournir une assistance juridique et de résolution des conflits aux communautés.*
- *La collaboration entre les organisations régionales et internationales existe mais est marquée par un déséquilibre des pouvoirs, en partie parce que les acteurs internationaux disposent d'un levier financier pour influencer la programmation, et ont certaines présomptions sur les capacités des organisations régionales.*
- *Le déséquilibre s'étend à la production de connaissances, où les Sahéliens sont sous-représentés dans la recherche et les discussions qui les concernent.*

6.1. Nouveaux types de partenaires et d'initiatives locales

Les acteurs locaux ont tendance à ne pas être suffisamment consultés et à ne pas se voir confier le leadership des réponses à la crise sahélienne, malgré leur connaissance des dynamiques locales et des stratégies de résilience endogènes. Les acteurs locaux ont également une légitimité, des connexions et un accès aux personnes et aux localités impactées, qui peuvent faire défaut aux acteurs internationaux. Ce sont des points d'entrée critiques dans un contexte d'insécurité croissante où les zones les plus touchées par le conflit (qui sont souvent les mêmes zones fortement impactées par le stress climatique) sont devenues très difficiles d'accès voire inaccessibles, surtout pour les acteurs internationaux. C'est pourquoi au Niger, les ONG ont tendance à concentrer leur travail dans des communautés où les besoins sont moins criants, en raison d'un accès plus aisé (Amadou et al. 2022).

Divers acteurs locaux jouent - ou ont le potentiel de jouer - un rôle croissant dans la réponse à la crise. Le projet NUFFIC a aidé les universités à répondre aux défis de gouvernance et de sécurité, en produisant de la recherche à vocation d'informer les réponses politiques, et en mettant en place des caravanes et des cliniques juridiques mobiles. À travers ces caravanes et cliniques, des parajuristes et des étudiants en droit peuvent informer et soutenir les communautés pour accéder à la justice. Il s'agit d'une initiative prometteuse qui s'appuie sur la légitimité, les relations et la mobilité des universités tout en préparant une future génération d'étudiants sahéliens à contribuer à la résolution des conflits et à la consolidation de la paix dans leur pays (voir encadré 6). Ces moyens alternatifs de rendre la justice et de résoudre les conflits sont de plus en plus reconnus. Par exemple, le nouveau projet de loi (Art. 130) de réforme constitutionnelle du Mali autorise les mécanismes de justice alternatifs et traditionnels (Baché 2022).

Encadré 6 : Cliniques et caravanes juridiques : des pratiques prometteuses pour le Sahel

Les cliniques et caravanes juridiques¹⁶ se développent en Afrique du Nord (où elles sont plus avancées) et de l'Ouest et constituent des formes d'assistance et de conseil juridique inédites pour améliorer l'accès à la justice. Elles se présentent sous diverses formes, par exemple, dirigées par des universités, des ONG ou des associations. Les avantages principaux sont **l'apport pédagogique pour les étudiant(e)s et la réponse à un besoin grandissant d'assistance juridique** dans la région, en particulier dans les zones rurales et reculées (Laanani 2022). Les cliniques et caravanes juridiques jouent donc un rôle clé d'**intermédiaires entre les citoyens et les tribunaux, sur des thématiques souvent sensibles et contentieuses** relatives à la famille, l'héritage ou la terre (Laanani 2022).

Au Sahel, les universités de Niamey, Bamako et Ouagadougou ont mis en place des cliniques juridiques et prévoient de les développer dans les années à venir. Au Mali par exemple, l'accès à la justice est facilité grâce à **l'activisme de la clinique juridique DEME SO sur les inégalités de genre et l'accès à la justice pour les femmes**. Des parajuristes sont mis à la disposition des communautés et tentent de pallier aux inégalités de distribution et de propriété des terres qui affectent particulièrement les femmes et les jeunes (Diallo et al. 2022).

Les femmes, les jeunes, les pasteurs et les personnes vivant en zone transfrontalière sont également porteurs et porteuses de connaissances et de perspectives sur la manière dont les crises climatiques et les conflits les affectent, eux et leurs communautés, et sur les solutions possibles. Il existe des initiatives régionales qui cherchent à donner aux femmes plus de poids dans la prise de décision, les politiques et les processus de paix qui affectent leur vie (Salzinger et al. 2022). Des exemples sont le FemWise (Union africaine), qui a une branche en Afrique de l'Ouest (Ange 2019), et la Plateforme des femmes du G5 Sahel.

Les pasteurs ont également formé des groupes et des plateformes pour représenter et diffuser leurs perspectives, comme le Réseau Billital Maroobé (RBM) de nature régionale. Le RBM bénéficie d'un financement de la CEDEAO et de l'UE pour analyser les causes, les solutions potentielles et le plaidoyer politique autour de la crise (économique, sécuritaire) à laquelle sont confrontés le pastoralisme et les communautés pastorales au Sahel (Inter-Réseaux 2022 et 2021). Le soutien à des acteurs locaux aussi divers pourrait contribuer à des réponses reflétant mieux les réalités des différents groupes dans les régions touchées par la crise au Sahel.

6.2. Leadership régional des réponses régionales

Les acteurs internationaux n'ont pas été suffisamment alignés sur les priorités régionales en réponse au changement climatique et aux conflits dans le Sahel. Ils ont élaboré des programmes régionaux pour faire face au changement climatique et à l'insécurité au Sahel, en collaboration grandissante avec des acteurs régionaux comme la CEDEAO, le G5 Sahel, le CILSS et l'Autorité du Liptako Gourma. Pour promouvoir la coordination, rationaliser les efforts et mobiliser des fonds supplémentaires, les acteurs internationaux ont également établi des partenariats régionaux plus larges axés sur la région du Sahel. Il s'agit par exemple de l'Alliance Sahel (Alliance Sahel 2021), de la Coalition pour le Sahel (Coalition for the Sahel 2023) et des Partenariats pour la paix et la sécurité au Sahel (P3S), initiés par la France et l'Allemagne (Élysée 2019). Cependant, les experts ont noté que jusqu'à présent, ces initiatives n'ont pas atteint leur objectif d'améliorer la coordination et la cohérence, ajoutant plutôt une couche supplémentaire de complexité à un paysage d'acteurs déjà bien rempli, contribuant à la " confusion " générale parmi

¹⁶ Les cliniques et caravanes juridiques sont des structures d'assistance juridique. Une clinique juridique est généralement intégrée au sein d'une université et permet aux étudiant(e)s en droit d'être exposé(e)s à des cas réels tout en offrant leur service en assistance juridique aux personnes les plus démunies. Une caravane juridique se distingue par sa mobilité lui permettant de disséminer le droit et d'apporter une aide juridique même dans des zones et communautés reculées.

les parties prenantes nationales et internationales (Lebovic 2020). Plus fondamentalement, l'implication des organisations régionales dans ces alliances et partenariats internationaux est plutôt superficielle, avec peu de coordination ou de leadership venant des acteurs régionaux eux-mêmes.

Cependant, cette collaboration n'est pas toujours substantielle et développée sur un pied d'égalité. Par exemple, la collaboration des acteurs internationaux semble influencer le type de réponses que les acteurs régionaux mettent sur pied en raison de la dépendance financière, comme mentionné dans la section 3. Il existe également une présomption selon laquelle les structures sahéniennes ont systématiquement besoin d'un "renforcement des capacités" et qu'elles devraient chercher à ressembler aux institutions et aux systèmes de sécurité occidentaux. L'une des raisons est la perception des acteurs internationaux que les organisations régionales opérant au Sahel sont trop bureaucratiques et manquent de flexibilité et de réactivité.¹⁷ Il semble que la collaboration avec les acteurs régionaux ait été davantage axée sur les aspects techniques que sur les décisions stratégiques et le co-développement d'actions.

En outre, la coopération ne va pas toujours loin dans la pratique. Les acteurs internationaux expriment une volonté de s'aligner sur les stratégies régionales. Mais dans certains cas, ils se sont montrés réticents à accepter le leadership régional, en raison de préoccupations concernant la capacité institutionnelle des organisations régionales et leur aptitude à mettre en œuvre des programmes et des stratégies.¹⁸ Un exemple mentionné lors de nos entretiens fait référence aux défis de coopération dans la réponse à la crise du bassin du lac Tchad. Les multiples organisations internationales actives dans la région étaient censées coordonner leurs actions avec la Commission du bassin du lac Tchad, conformément à la Stratégie de sécurité et de résilience (SRS) de cette dernière. Finalement, la plupart des acteurs internationaux ont suivi leur propre approche en faisant peu d'efforts de coordination avec la CBLT.¹⁹ Cette situation est préjudiciable à la mise en place de partenariats efficaces qui respectent le leadership régional et qui sont capables de réaliser des synergies, une division du travail et une utilisation intelligente des ressources par les différents acteurs.

Le concept de sécurité climatique, en particulier, bénéficie d'une attention accrue de la part des acteurs internationaux. Mais dans la région et au niveau local, cette question peut être perçue et traitée de façon différente. Le changement climatique n'est pas souvent perçu comme un facteur clé de conflit par les communautés, par rapport aux problèmes de gouvernance comme la corruption et le manque de services de base (Boko 2022). Les liens entre le changement climatique et les conflits sont indirects, ce qui pose des questions de priorité dans les agendas nationaux et régionaux lorsqu'il s'agit de gérer une crise sécuritaire et humanitaire. Les organisations régionales abordent le lien de différentes manières²⁰ mais n'utilisent pas nécessairement le terme "sécurité climatique" et semblent investir davantage de ressources dans d'autres mesures (coopération militaire, infrastructures, soutien socio-économique, etc.) (Salzinger et al. 2022). Si la prise en compte des effets du changement climatique sur la sécurité a pu permettre à certaines interventions de faire d'une pierre deux coups, on peut se demander si les acteurs sahéniens ont réellement mené ces réponses et décidé de la place du nexus dans les agenda politiques, par rapport à d'autres questions comme la gouvernance.

¹⁷ Entretien, Institution financière internationale, 6 septembre 2021 ; Entretien, Organisation internationale, 17 juin 2021. D'après : Salzinger et al. (2022) (*interne*).

¹⁸ Ibid ; Entretien, Agence nationale de développement, juillet 2021. D'après : Salzinger et al. (2022) (*interne*).

¹⁹ Entretien, Organisation internationale, 12 juillet 2021. D'après : Salzinger et al. (2022) (*interne*).

²⁰ Par exemple, la CEDEAO rend compte des conflits entre agriculteurs et éleveurs dans son système d'alerte précoce ECOWARN. Le G5 Sahel encourage une approche intégrée de l'insécurité dans sa stratégie de sécurité et de développement. Celle-ci vise à combiner des actions pour améliorer la gouvernance, la sécurité, le développement et la résilience au changement climatique. Salzinger et al. (2022) (*interne*).

6.3. Production de connaissances menée par le Sahel

À l'heure actuelle, une grande partie des analyses et des réponses aux crises du Sahel sont élaborées hors de la région. Les Sahéliens et même les Africains (les femmes encore plus) sont sous-représentés dans les événements publics (en ligne ou hors ligne) qui analysent la crise au Sahel et discutent des solutions. Plus largement, les chercheurs du continent africain sont sous-représentés dans les publications influentes sur les sciences climatiques. Seulement 3,8 % des financements mondiaux de la recherche sur le changement climatique est consacré à des sujets sur l'Afrique, et considérant qui reçoit ces financements pour la recherche climatique sur l'Afrique, les institutions basées en Europe et en Afrique du Nord obtiennent 78 %, tandis que les institutions africaines n'en obtiennent que 14,5 % (Overland et al. 2022). Cela pose une question éthique mais aussi une question de qualité des connaissances, et donc des réponses aux crises dont la crise climatique. Comme mentionné dans la section 1, la complexité de la crise multidimensionnelle du Sahel central n'est pas toujours bien comprise et bien transmise dans les analyses et programmes internationaux.

Tout comme les zones touchées par les conflits sont difficiles à atteindre pour les organisations qui mettent en œuvre des réponses, elles posent des problèmes aux chercheurs pour collecter des données et produire des analyses de qualité. Les chercheurs ont du mal à accéder aux zones touchées par les conflits, à disposer d'un échantillon représentatif pour la collecte des données, à obtenir des données actualisées sur le nombre de personnes déplacées et réfugiées dans une zone et à les inclure dans l'échantillon lorsque leur nombre est important. Parmi les autres difficultés du travail dans les zones touchées par les conflits, il y a la capacité limitée d'adapter l'échantillon de données lorsqu'un événement soudain oblige les gens à quitter la zone étudiée, et de protéger les chercheurs et les enquêteurs locaux et internationaux, ainsi que leurs interlocuteurs, contre les risques de sécurité (Deb et Baudais 2022).

Certains organismes de recherche s'associent à des facilitateurs et à des chercheurs locaux pour accéder aux zones touchées par le conflit, former des enquêteurs locaux et, en particulier, obtenir des conseils pour adapter le processus de recherche en cas d'évolution de la situation sécuritaire.²¹ Ces formes de collaboration peuvent mettre en péril la sécurité des partenaires locaux, rendant les mesures d'atténuation des risques essentielles.

Un exemple qui semble prometteur et pourrait être reproduit ou développé est le partenariat entre le SIPRI, le Danish Refugee Council (DRC) et trois organisations basées au Sahel, le Centre pour la gouvernance démocratique (CGD) au Burkina Faso, Point Sud au Mali et le Laboratoire d'études et de recherche sur les dynamiques sociales et le développement local (LASDEL) au Niger. Leur recherche s'est concentrée sur les perceptions, les besoins et les priorités locales, et a collaboré avec des facilitateurs et des enquêteurs locaux issus de divers horizons (étudiants universitaires, membres de la communauté, OSC, etc.) et langues (Deb et Baudais 2022).

²¹ Ainsi, les experts recommandent les mesures d'atténuation suivantes : collecter les données de manière anonyme (par exemple en utilisant la KoBoToolbox sur les tablettes ou les smartphones), mener les entretiens en privé et, si les personnes interrogées ou les partenaires locaux estiment que les risques sont trop élevés, reporter ou annuler les entretiens. D'après : Deb et Baudais 2022.

Les pistes d'avenir

Ce document de réflexion rassemble des recherches au niveau local et des analyses pour informer les politiques publiques concernant la manière dont les acteurs régionaux, nationaux et locaux abordent le changement climatique et l'insécurité au Sahel. Nous proposons **sept pistes d'avenir** pour mieux soutenir la résilience et les réponses aux crises dans la région.

1. **Des réponses régionales sont nécessaires, avec un accent sur les zones frontalières pour renforcer la paix et la stabilité, relier les communautés périphériques aux centres urbains et restaurer les activités économiques et les services publics.** Des interventions visant à **renforcer la résilience des communautés face à divers défis** (insécurité, chocs économiques, stress climatique, etc.) devraient être envisagées, comme le soutien des réseaux de solidarité et des autorités locales, y compris au niveau transfrontalier.
2. **Des réponses plus sensibles au contexte, aux conflits et au genre peuvent permettre des réponses plus efficaces et durables au Sahel.** Les efforts visant à intégrer la dimension de genre dans les réponses doivent garantir que les identités, expériences et difficultés cumulées de différents groupes sont analysées dans chaque contexte, et que le potentiel des femmes et des jeunes pour la consolidation de la paix, l'adaptation au changement climatique et la résilience des communautés est reconnu. Les acteurs régionaux et internationaux devraient mieux prendre en compte les facteurs politiques, économiques et psychologiques complexes qui interviennent dans le conflit, et reconnaître la diversité des acteurs impliqués. Ceux-ci ont des niveaux de violence et des liens avec des groupes terroristes variables, et ils comprennent également des milices d'autodéfense. Pour faire face à cette complexité, les réponses doivent suivre une approche sensible au conflit et être informées par une vision détaillée de la crise. Cela nécessite un leadership sahélien sur l'analyse et une focalisation moins exclusive sur le "terrorisme islamiste".
3. **Les ressources financières, y compris celles provenant de la région, devraient augmenter et être mieux ciblées sur la résilience.** Si les financements internationaux peuvent soutenir les réponses sahéliennes, la dépendance vis-à-vis des bailleurs risque d'étouffer l'innovation locale, et d'inciter les organisations régionales sous-financées à développer des interventions davantage conformes aux priorités des bailleurs qu'aux priorités et aux approches de programmation régionales. C'est pourquoi les États sahéliens doivent tenir leurs engagements, et financer mais aussi coordonner les organisations régionales qu'ils ont créées pour relever leurs défis communs. En outre, les financements et les interventions (y compris au niveau régional) peuvent davantage bénéficier aux efforts de résilience locaux s'ils deviennent **plus flexibles en matière de critères, de planification et de procédures**, de sorte que les acteurs régionaux, les OSC et les innovateurs locaux puissent élaborer des réponses progressivement, en fonction de leurs besoins et priorités, assurant ainsi un ancrage systématique dans les processus et réalités locaux.
4. **Les problèmes de coordination régionale persistent parmi la multitude d'acteurs qui s'attaquent aux crises climatiques et sécuritaires dans le Sahel Central**, y compris les organisations régionales qui n'ont pas d'agenda commun pour relever les défis climatiques et sécuritaires. Il est nécessaire de repenser et de simplifier les mécanismes de coordination (Alliance pour le Sahel, Coalition pour le Sahel, P3S, etc.), en veillant à ce qu'ils ne fassent pas double emploi et soient dirigés par des organisations régionales sahéliennes. **Les réponses intégrées sont mieux adaptées à la crise au Sahel car elles peuvent apporter des dividendes multiples** dans un contexte de ressources limitées. Les approches cloisonnées à la sécurité et au changement climatique peuvent entraver l'élaboration de réponses régionales intégrées, mais il y a des moyens de remédier à ces cloisonnements. Il s'agit notamment d'adopter et de soutenir des approches de la gestion des ressources naturelles et de l'adaptation au climat qui sont sensibles aux conflits locaux, et de s'appuyer sur

les expériences émergentes des programmes régionaux qui encouragent les approches intégrées, tels que le PRAPS et le FREXUS.

5. **Les stratégies de résilience communautaire devraient être mieux comprises, soutenues et utilisées par les acteurs nationaux, régionaux et internationaux.** Les communautés au Mali, du Burkina Faso et du Niger s'adaptent aux crises climatique et sécuritaire de diverses manières, bien que les stratégies de résilience à l'insécurité aient eu des résultats plus mitigés dans un contexte de conflits et de déplacements accrus. Les acteurs nationaux et internationaux doivent veiller à ce que leurs approches de la mobilité humaine soient cohérentes, et reconnaître le potentiel de résilience de cette mobilité. Ils devraient également soutenir davantage les initiatives de dialogue communautaire pacifique qui peuvent permettre aux populations d'éviter le recours aux stratégies de compensation telles que les accords de compromis avec des groupes terroristes.
6. **L'État et les acteurs nationaux restent les premiers responsables de la protection, la justice et l'accès aux services de base.** En se concentrant trop sur le renforcement de la résilience des communautés, on risque de détourner l'attention de la responsabilité de l'État et de la mauvaise gouvernance, qui est un facteur sous-jacent central de la plupart des conflits au Sahel Central. Dans un contexte de méfiance croissante à l'égard de l'État, le soutien à la résilience ne doit pas encourager les communautés à compter davantage sur elles-mêmes et à renoncer au soutien de l'État. Ce dernier reste essentiel pour résister aux chocs tels que les attaques terroristes et les phénomènes climatiques extrêmes. Les réponses au conflit devraient se concentrer sur l'amélioration de la gouvernance et la protection des civils, par une combinaison de réponses militaires et non militaires centrées sur la responsabilité de l'État. Le soutien à la résilience des communautés est une mesure complémentaire.
7. Le leadership sahélien sur la production de connaissances et la mise en place de réponses régionales aux crises climatiques et sécuritaires du Sahel devrait être mieux reconnu. Les Sahéliens, et en particulier les femmes, restent sous-représenté(e)s dans les discussions y compris politiques. Les facilitateurs et les chercheurs sahéliens sont bien mieux placés pour évoluer dans cet environnement complexe, grâce à leur connaissance précise du contexte. Différentes formes de programmation et de recherche conjointes qui reconnaissent le pouvoir d'action Sahélien existent, obtiennent des résultats prometteurs et devraient devenir la norme.

Sept pistes pour renforcer la résilience et les réponses aux crises dans le Sahel Central

ecdpm



- 1** **Des réponses régionales dans les zones frontalières** sont nécessaires, basées sur les avantages comparatifs des organisations régionales et alliant mesures sécuritaires et socio-économiques, tout en soutenant les autorités et réseaux locaux.



- 2** **Les réponses doivent prendre en compte les facteurs complexes de conflit**, de genre et psychologiques, par des analyses localisées des divers acteurs du conflit (milices, bandits, etc.) et des sentiments de peur et d'abandon des communautés.



- 3** **Des financements accrus, en particulier des pays Sahéliens vers leurs organisations régionales**, est nécessaire. De plus, des procédures de financement plus flexibles des bailleurs internationaux seraient mieux adaptées aux besoins de résilience locaux.



- 4** **Une coordination simplifiée** avec moins de mécanismes de coordination et **des réponses intégrées** aux défis climatiques, sécuritaires et de gouvernance permettraient d'apporter de multiples dividendes à partir de ressources limitées.



- 5** **Un soutien plus fort et cohérent à la résilience des communautés** est requis, redressant les incohérences (ex: soutenir la résilience tout en restreignant la mobilité humaine) et soutenant davantage le dialogue communautaire pacifique.



- 6** **La responsabilité de l'État doit primer**. L'État doit protéger face au conflit et améliorer la gouvernance par des mesures militaires et non militaires. Complémentaire, le soutien à la résilience des communautés ne doit pas supplanter cette responsabilité.



- 7** **Le leadership sahélien des réponses et connaissances sur le conflit** doit devenir la norme. Divers acteurs locaux peuvent contribuer, par ex. au sein d'efforts conjoints de programmation et recherche axés sur le pouvoir d'action de la région.

Références

- ABN. 2021. [Atelier régional de démarrage des projets Nexus eau-énergie-sécurité alimentaire et Frexus dans le bassin du Niger](#). Mars 2021.
- ACLED. 2023. [The Sahel: Geopolitical Transition at the Center of an Ever-Worsening Crisis](#).
- Alliance Sahel. 2021. [Presentation Brochure](#).
- Amadou et al. 2022. Changement climatique, sécurité et état de droit au Sahel : Quelles actions pour renforcer la résilience des communautés. Étude de cas Niger : Rapport Provisoire, Université Abdou Moumouni. Avril 2022 (interne).
- Ange, A.M. 2019. [Afrique de l'Ouest : CEDEAO - Le Réseau des femmes pour la prévention des conflits lancé](#), AllAfrica. 5 novembre 2019.
- Assanvo, W, Dakono, B., Thérout-Bénoni, L-A. et Maïga, I. 2019. [Extrémisme violent, criminalité organisée et conflits locaux dans le Liptako-Gourma](#). ISS. 10 décembre 2019.
- Baché, D. 2022. [Mali : un avant-projet de nouvelle Constitution présenté à Assimi Goïta](#). RFI. 12 octobre 2022.
- Boko, B.A. 2022. Stockholm Forum on Peace and Development. [Recording accessible here](#). GIZ. 23 mai 2022.
- Coalition pour le Sahel. [La Coalition](#). Consulté en janvier 2023.
- Desmidt et al. 2021. [Climate change and resilience in the Central Sahel](#). CASCADES Policy Paper. Juin 2021.
- Diallo et al. 2022. Rapport d'Étude Mali : Projet Orange Knowledge Program Sahel (OKP-SHL-104897). NUFFIC. Août 2022 (interne).
- Deb, S. and Baudais, V. 2022. [The Challenges of Data Collection in Conflict-affected Areas: A Case Study in the Liptako-Gourma Region](#). SIPRI. Octobre 2022.
- Élysée. 2019. [Plan d'action du Partenariat pour le Sahel](#).
- Freudenthal, E. et al 2021.. [Uncovering the civilian toll of France's anti-jihadist war in Mali](#). The New Humanitarian. 16 juin 2021.
- Green Climate Fund. 2019. [Gender action plan for FP092: Programme for integrated development and adaptation to climate change in the Niger Basin \(PIDACC/NB\)](#). 10 janvier 2019.
- Inter-Réseaux. 2021. [Entendre la voix des éleveurs au Sahel et en Afrique de l'Ouest : Quel avenir pour le pastoralisme face à l'insécurité et ses impacts ?](#) 2 novembre 2021.
- Inter-Réseaux. 2022. [Conférence de l'InfoPoint : Pastoralisme et insécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest – la voix des éleveurs](#). 29 novembre 2022.
- IPCC. 2019. [Chapter 2: "Land-Climate interaction"](#). Special report on Climate Change and Land. GIEC.
- IPCC. 2021. [Sixth Assessment Report, Working Group I – The Physical Science Basis](#). GIEC. Août 2021.
- IPCC. 2022. [Climate Change 2022: Impacts, Adaptation and Vulnerability](#) on [Carnegie](#).
- ISS. 2022. [Past lessons crucial to stemming Sahel's tide of violent extremism](#). PSC report. 30 novembre 2022.
- Laanani, K. 2022. Rapport d'Étude : Capitalisation des expériences de Cliniques et Caravanes Juridiques dans certains pays d'Afrique du Nord et d'Afrique de l'Ouest, NUFFIC. Mai 2022 (interne).
- Lebovich, A. 2020. [Disorder from Chaos: Why Europeans Fail to Promote Stability in the Sahel](#) ECFR. Août 2020.
- McOmber, C. 2020. [Women and climate change in the Sahel](#). West African Papers, No. 27, OCDE, Paris. Mars 2020.
- Moyo, D. 2010. [Dead Aid: Why Aid Is Not Working and How There Is a Better Way for Africa](#). 2 mars 2010.
- ONU. 2023. [The Local Climate Adaptive Living Facility \(LoCAL\)](#). Site web ONU. Consulté le 13 février 2023.
- Overland et al. 2022. [Funding flows for climate change research on Africa: where do they come from and where do they go?](#). Climate and development 2022 v.14 no.8 pp. 705-724.

-
- Puig, O.C. et al. 2021. [Climate Change, Development and Security in the Central Sahel](#). CASCADES. Juillet 2021.
- RBM and M. Pellerin. 2022. [Presentation during InfoPoint conference](#). Pastoralisme et insécurité au Sahel et en Afrique de l'Ouest – la voix des éleveurs. 29 novembre 2022.
- Salzinger et al. 2022. Rapport d'Étude : Cartographie des engagements régionaux sur le changement climatique, la sécurité et la résilience au Sahel Central, NUFFIC. ECDPM. Juin 2022 (interne).
- Salzinger, M. and Desmidt, S. 2022. [COP27 can do more for women bearing the brunt of climate change and conflict](#). ECDPM Commentary. 7 novembre 2022.
- Sardan de, J-P O. 2022. [Conférence : Construire de la résilience dans des États fragiles : quelle coopération pour le Sahel ?](#) Direction générale Coopération au développement et Aide humanitaire (DGD) et Enabel. 17 mars 2022.
- Skah, M. and R. Lyammouri. 2020. [The Climate Change-Security Nexus: Case study of the Lake Chad Basin](#), Policy Center for the New South.
- Sow et al. 2022. Changement climatique, sécurité et état de droit au Sahel : Quelles actions pour renforcer la résilience des communautés. Étude de cas dans trois régions du Mali : Rapport Final. Université des Sciences Juridiques et Politiques de Bamako. Août 2022 (interne).
- USJPB, UAM et UIKZ. 2022. Synthèse Académique - 'Changement climatique, sécurité et État de droit au Sahel : quelles actions pour renforcer la résilience des communautés ? Décembre 2022 (interne).
- Vaucelle, S. 2015. [Le fleuve Niger et son bassin : aménagements, gouvernance et stratégies d'adaptation au changement climatique](#) in Stratégies territoriales d'adaptation aux contraintes démographiques et environnementales : le Niger, no. 270 : 243-270. Avril-juin 2015.
- Zoungrana et al. 2022. Résilience communautaire face aux défis du changement climatique et de l'insécurité dans le Sahel burkinabè, Rapport Général Axe 1. Juillet 2022 (interne).

À propos de l'ECDPM

L'ECDPM est un centre indépendant de réflexion et d'action œuvrant dans le domaine de la coopération internationale et des politiques de développement en Europe et en Afrique.

Depuis 1986, notre équipe fournit des recherches et des analyses, des conseils et un soutien pratique aux décideurs politiques ainsi qu'aux professionnels à travers l'Europe et l'Afrique pour favoriser des politiques efficaces au service d'un développement global, durable et inclusif.

Nos principaux domaines de travail incluent :

Politique étrangère et de développement de l'UE

Migration et mobilité

Economie et gouvernance numériques

Relations UA-UE

Paix, sécurité et résilience

Gouvernance démocratique

Relance et transformation économiques

Changement climatique et transition verte

Intégration économique africaine

Systèmes alimentaires durables

Pour plus d'informations, visitez www.ecdpm.org

Cette publication bénéficie du soutien structurel de la part des partenaires institutionnels de l'ECDPM: les Pays-Bas, la Belgique, l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, le Luxembourg, la Suède, le Danemark et l'Autriche.

ISSN1571-7577

ecdpm

HEAD OFFICE
SIÈGE
Onze Lieve Vrouweplein 21
6211 HE Maastricht
The Netherlands *Pays Bas*
Tel +31 (0)433 502 900

BRUSSELS OFFICE
BUREAU DE BRUXELLES
Avenue des Arts 44, 1000
Brussels *Bruxelles*
Belgium *Belgique*
Tel +32 (0)28 825 008

info@ecdpm.org
www.ecdpm.org
KvK 41077447